L'ÉGALITÉ

« Le sens réel du mot d'ordre d'égalité ne peut résider que dans l'abolition des classes sociales » LÉNINE

1€ / 2€ en soutien
Abonnement annuel 15 / 20 €
N° 205 / ÉTÉ 2021
GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE
www.gaucherevolutionnaire.fr

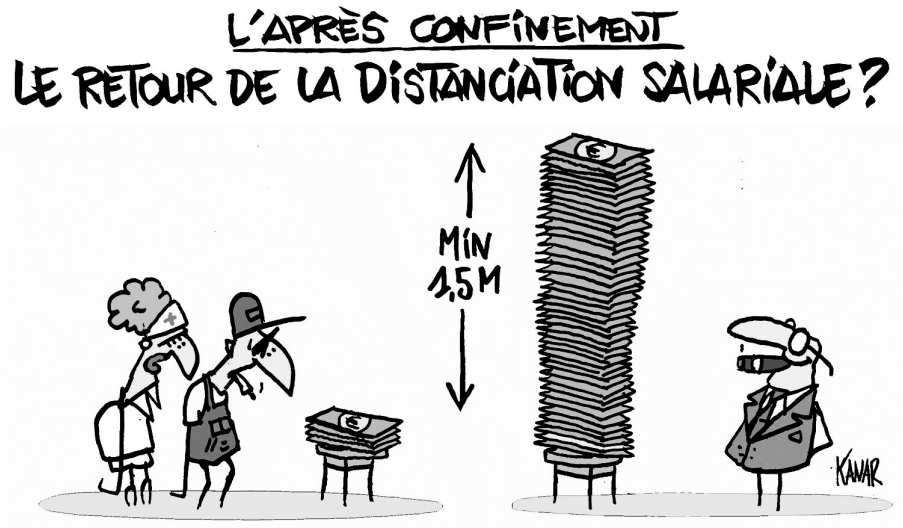
SA POLITIQUE N'A FAIT QUE RENFORCER LES INÉGALITÉS ET ENRICHIR LES PLUS RICHES !

ASSEZ DE L'INJUSTICE SOCIALE

COMBATTONS LA POLITIQUE DE MACRON !

IL FAUT PRENDRE LES PROFITS DES CAPITALISTES POUR :

- **EMBAUCHER DANS LES HÔPITAUX, DANS L'ÉDUCATION**
- **AUGMENTER LES SALAIRES**
- **LES 32H POUR DONNER UN EMPLOI À TOUTES ET TOUS**



Soulagés d'être déconfinés pour la 3ème fois, rien n'est fini pour autant. Macron et son gouvernement n'ont rien réglé et misent toujours seulement sur des mesures autoritaires (couvre-feu, pass sanitaire...) pour limiter l'impact de la pandémie. Comme partout ailleurs, ils se refusent à remettre en question les privatisations et leur soumission aux multinationales.

LA PANDÉMIE N'ARRÊTE PAS LES PROFITS

Vu la situation terrible en Inde, il est fort probable que nous ayons à faire face à de nouvelles vagues de Covid, avec des variants que les vaccins actuels ne couvrent peut-être pas. Ceux qui nous dirigent en sont conscients mais ils poursuivent quand même leur politique criminelle ! Aucun plan n'est proposé pour développer les services publics, ni même pour soulager les soignants qui portent à bout de bras, au péril de leur propre santé, les conséquences de cette pandémie.

Biden soutient la levée provisoire des brevets sur le vaccin et Macron rétorque que ces derniers devraient être « un bien public mondial ». Certes, mais comment ? Si cela n'est pas associé à la réquisition des laboratoires et à un véritable service public de la production et de la distribution des médicaments, alors ce sera comme jeter un lapin dans la fosse aux lions : le plus fort se gavera mais les populations n'y gagneront rien mis à part un triste spectacle.

Depuis le début de la crise Covid, l'ensemble des multinationales pharmaceutiques ont reversé aux gros actionnaires 70 milliards de dollars de dividendes ! Cet argent devrait servir à aider les plus démunis et à développer des services publics de santé avec les moyens humains et matériels nécessaires pour faire face aux crises sanitaires. Mais le domaine pharmaceutique n'est pas le seul où les profits ont été florissants. Les 20 plus riches du monde ont vu leur fortune augmenter de 62% en 2020.

POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS

Les gouvernements au service des capitalistes mènent une politique qui permet cela. Sous le capitalisme, il n'y a aucune limite à cet état de fait, si ce n'est la lutte des travailleurs.

Ce sont les travailleurs qui font tourner la société, cela est particulièrement visible en temps de crise comme aujourd'hui. C'est nous qui savons comment s'organiser pour produire et distribuer en prenant en compte les contraintes sanitaires, humaines et écologiques. C'est pour cela que c'est aux travailleurs d'avoir le pouvoir et non à ces parasites de capitalistes !

La Gauche Révolutionnaire appuie et participe à toute initiative, tout pas en avant qui permettra à plus de travailleurs·ses et de jeunes de se regrouper pour défendre nos intérêts communs face aux capitalistes. C'est crucial dans les luttes à venir, dans nos syndicats face aux licenciements et pour la défense de conditions de travail et de vie correctes ! C'est aussi vrai dans les élections à venir. L'indépendance politique est cruciale face aux partis de droite et au RN, mais aussi face au PS et à EELV qui, aux affaires, acceptent de servir les intérêts des capitalistes.

Un gouvernement des travailleurs et de leurs organisations pourrait contester aux capitalistes la gestion de la crise et de la société en s'appuyant sur les luttes des travailleurs et des jeunes pour un avenir meilleur. C'est vrai en France comme dans le reste du monde. Seule une société socialiste, où l'ensemble des richesses et des moyens de production sont gérés démocratiquement par les travailleurs et la population eux-mêmes, permettra de répondre aux besoins de tous et d'offrir un avenir paisible.

Rejoins-nous !

QUEL PROGRAMME POUR UNIR TRAVAILLEURS ET JEUNES CONTRE MACRON ET LE CAPITALISME ?

PAGES 6 ET 7

Pour un outil de lutte, un nouveau parti démocratique pour agir : lutter contre les licenciements, pour une éducation de qualité, de vrais services publics des transports, de l'énergie… contre ce gouvernement et les capitalistes qui pourrissent nos vies et la planète.

JEUNES : ON NE SE LAISSERA PAS GÂCHER NOTRE AVENIR !

PAGE 8

40 ANS APRÈS L'ÉLECTION DE MITTERRAND, L'ESPOIR DÉÇU PUIS LA TRAHISON

PAGE 2

MITTERRAND, LA DOUCHE FROIDE !

YANN VENIER

Dès 1982, Mitterrand annonce une pause dans les réformes, avant d'officialiser le tournant de la rigueur en 1983, visant à réduire les dépenses publiques et l'inflation. Le gouvernement Mauroy III, comprenant quelques membres issus du Parti communiste, et ses successeurs (Fabius, Chirac, Cresson, Bérégovoy et Balladur) seront chargés de mettre en œuvre cette politique. Suppression de l'indexation des salaires sur les prix, forfait hospitalier, privatisations (Suez, Saint-Gobain, Havas, Paribas) et cadeaux au patronat, contrôle des chômeurs, attaques contre la protection sociale (40 annuités de cotisations retraite en lieu et place des 37,5 dans le privé), création de la CSG, etc. seront l'œuvre de Mitterrand et de ses différents gouvernements, PS ou de cohabitation, au cours de ses 14 années de présidence.

Dans un contexte de crise avec de nombreux licenciements (sidérurgie, automobile) et un chômage de masse en constante progression tendancielle, la désespérance sociale s'accroît et les résultats électoraux de la « gauche » s'en ressentent.

En 1986, suite aux élections législatives et la victoire de la droite, Mitterrand est obligé de nommer Chirac 1er ministre. Sur ce terreau fertile (trahison de la « gauche », chômage et misère), le FN qui avant les années 80 n'était qu'un groupuscule d'extrême-droite voit ses scores électoraux exploser à partir de 1984, lui permettant d'avoir des élus au niveau des différentes collectivités territoriales ou à l'Assemblée Nationale. Afin de se maintenir au pouvoir et de maintenir le PS, Mitterrand se servira du FN pour affaiblir la droite.

Même si, sur le plan des droits démocratiques, Mitterrand et le PS ont pu un peu rompre avec le conservatisme moral bourgeois (abolition de la peine de mort, PACS puis mariage pour tous), ils ne sont jamais allés trop loin néanmoins (droit de vote pour les étrangers jamais mis en place, politiques de plus en plus restrictives, discriminatoires et racistes envers les droits des immigrés...). En définitive, ils n'auront mené une politique social-démocrate qu'une seule année !

La suite est un long processus d'adaptation au capitalisme, véritable « bourgeoisification » de la social-démocratie, qui connaîtra son paroxysme avec Hollande. Artisan de « gauche » du « there is no alternative », la politique de Mitterrand (et du PS au pouvoir) générera une véritable désespérance sociale qui sur le plan politique participera à l'affaiblissement de la gauche (et la satellisation du PC qui peu à peu sombrera avec le PS) et à la montée de l'extrême-droite.

40 ANS DE L'ÉLECTION DE MITTERRAND :

IL FALLAIT CHANGER LA VIE, VRAIMENT !

AR

Le 10 mai 1981, François Mitterrand, candidat du Parti socialiste et soutenu par le Parti communiste, était élu président avec 15,7 millions de voix, 51,76 % des votes. Ayant échoué de peu en 1974 face au candidat de la droite, Giscard d'Estaing, Mitterrand avait augmenté de plus de 2,5 millions de voix entre ces deux élections, tandis que Giscard n'en gagnait qu'1,3 millions. La joie de millions de travailleur-se-s le 10 mai au soir, les manifestations spontanées aux cris de « on a gagné » témoignaient de ce sentiment de victoire sur le candidat de la bourgeoisie. Dans cette euphorie, beaucoup plaçaient leurs espoirs dans ce socialisme qui devait « changer la vie » comme disait le programme de gouvernement du PS.

Mitterrand, dont le parcours politique l'avait fait être un temps à droite, ministre de l'Intérieur (déclarant « l'Algérie, c'est la France ») puis ministre de la Justice qui signera la condamnation à mort de plusieurs dizaines de militants pour l'indépendance de l'Algérie, avait opéré un revirement à gauche de plus en plus marqué au cours des années 60 et 70. Défendant ouvertement une forme de socialisme et de rupture avec le capitalisme, sa candidature est portée par les « 110 propositions » avec de nombreuses mesures, certes réformistes, mais qui sont perçues alors comme très combatives : nationalisation du crédit et de l'assurance et de certaines grandes entreprises, 35 h, 5ème semaine de congés payés, augmentation du Smic et instauration d'un impôt sur les grandes fortunes, retraite à 60 ans, abolition de la peine de mort, dépénalisation de l'homosexualité…

Aux élections législatives qui vont suivre, en juin 81, la droite, démoralisée, s'effondre et le PS remporte une majorité absolue (266 députés sur 491). Le PCF, qui avait déjà eu un score en dessous de ses espérances au 1er tour de la présidentielle (son candidat Georges Marchais avait obtenu 15,35 % des voix arrivant 4ème, loin de Mitterrand) perdit la moitié de ses sièges (passant de 86 à 44).

AVOIR SAISI LES ASPIRATIONS DU MOMENT

Mai 68 avait montré la grande puissance de la classe ouvrière, unie dans l'action et la grève générale de près de 10 millions de travailleurs qui avait fait trembler la bourgeoisie et De Gaulle. Le congrès d'Epinay, en 1971, est organisé pour procéder à l'unification des socialistes, et Mitterrand en prend la tête : « la révolution, c'est d'abord une rupture avec l'ordre établi. Celui-qui n'accepte pas cette rupture avec l'ordre établi, avec la société capitaliste, celui-là ne peut pas être adhérent du Parti socialiste ». D'une part, il crée ainsi un lien avec les aspirations profondes révélées par Mai 68, et d'autre part, il propose de faire l'unité avec le PCF pour créer un véritable rapport de force dans le pays face à la droite.

Le programme commun de gouvernement sera signé en 1972 et permettra à la gauche de progresser à chaque élection. Mais cette unité est surtout électorale, au sommet ; elle n'implique que très peu une bataille en front commun des travailleurs contre la politique capitaliste de Giscard. En 1977, les élections municipales profitent beaucoup plus au PS qu'au PCF qui décide de rompre le programme commun. Dans un premier temps, le PCF croit que cette rupture lui est profitable puisqu'il progresse aux élections législatives de 78 faisant quasiment jeu égal avec le PS. Grisés, comme souvent, par ce succès éphémère, les dirigeants du PCF n'ont pas vu que ce dernier correspondait plus à une demande de combativité de la part des travailleurs face à la politique de Giscard et à l'accélération de l'exploitation exercée par les capitalistes depuis le déclenchement de la crise économique de 74-77. Combinant arrogance de ses dirigeants et repli sur ses bastions électoraux (où il est vrai de nombreuses avancées sociales existaient), et ayant définitivement abandonné ses derniers éléments révolutionnaires, le PCF a été dans l'incapacité de formuler un programme d'unité de la classe ouvrière pour pousser le PS à clarifier son propre programme. De fait, il a laissé les mains libres à Mitterrand et s'est retrouvé obligé de le suivre dès que celui-ci a repris l'ascendant.

La victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle fêtée dans les rues d'Agen le 10 mai 1981

QUELLE VICTOIRE ?

Mitterrand n'avait fait que suivre l'esprit de l'époque en se gardant bien de développer une politique de rupture complète avec le capitalisme. Il gouverna à l'identique, une fois la vague de l'enthousiasme gigantesque de l'année 81 passée, dont on verra encore les bienfait dans la lutte antiraciste initiée par la marche pour l'Égalité de 1983, il mènera une politique visant d'une part à gérer le capitalisme au détriment des travailleurs et de la population, et d'autre part à faire du PS un parti libéré de ses attaches « socialistes », pour devenir un parti bourgeois classique. En 1988, il profitera du profond sentiment anti droite pour être réélu mais en disant clairement que « son projet n'était pas socialiste ».

Pour autant, on ne peut ignorer ce formidable espoir que représentait la présidentielle de 1981, et la possibilité à cette époque, de mener une politique de mobilisation des travailleurs et de la jeunesse pour mettre en pratique un programme qui obligerait à une rupture avec le capitalisme et ouvrirait la voie vers le socialisme. On sait que les réformistes finissent toujours par accepter la dictature du capital, mais cette évidence a besoin de se traduire non pas par la seule dénonciation mais bien par l'activité des larges masses dans leur lutte et dans le débat politique, pour qu'elles ne subissent pas la démoralisation qu'a entraîné la trahison de Mitterrand et des alliés PS-PCF, démoralisation qui a largement ouvert un espace pour l'apparition du Front National de Le Pen.

QU'EST-CE QUE L'ÉLAN DE 1981 AURAIT PU PERMETTRE ?

La victoire de Mitterrand en 1981 a suscité joie et enthousiasme parmi la classe ouvrière qui pensait qu'avec l'arrivée du socialisme ses intérêts allaient être mis au cœur des décisions politiques. En comprenant que ce n'était pas le cas, l'offensive des organisations ouvrières aurait dû être immédiate.

Malgré plus de 500 000 membres et de 2 millions à la CGT, des élus à la tête de plusieurs municipalités de bassins ouvriers importants, le PC ne s'est pas opposé aux attaques anti-ouvrières de Mitterrand. C'est la conséquence de la ligne politique décidée au congrès de 1976 : aller vers le socialisme mais par les voies électorales ! Il y a 4 ministres communistes dans le gouvernement Mauroy. Dès 82, aux annonces de la rigueur, Ralite, ministre PC de la fonction publique déclare : « nous serons vigilants ». Quel programme !

Le choix de cette ligne a malheureusement laissé les travailleurs et la jeunesse orphelins d'organisation combatives. Pourtant, nombre d'entre eux se battaient déjà comme à l'usine papetière de Chapelle Darblay près de Rouen où les ouvriers menèrent une longue grève pour sauver l'emploi. La majorité des 1700 salaries était syndiquée à la CGT. Ce fut une grève dure avec occupation et les ouvriers arrivèrent à sauver 1500 emplois contre 585 prévus dans le plan initial.

En 1986 les jeunes aussi se mobilisèrent contre la loi Devaquet et sa réforme des universités. Il faudra la mort de Malik Oussekine pour que le ministre démissionne, que son projet de loi soit abandonné et que la CGT appelle à rejoindre les jeunes avec une grève contre les violences policières.

Les organisations ouvrières auraient dû être beaucoup plus combatives, dénoncer ouvertement la politique du gouvernement Mitterrand et y opposer un programme véritablement socialiste pour unifier la classe ouvrière en s'appuyant sur les luttes qui existaient. Les leçons de cet espoir déchu doivent nous convaincre qu'il n'y a que les travailleurs eux-mêmes, organisés dans leur propre parti, qui sont capables de mener la révolution qui nous débarrassera enfin du capitalisme et ouvrira la voie d'un monde socialiste !

ÉLECTIONS RÉGIONALES :

VOTONS POUR LES LISTES DE GAUCHE COMBATIVE !

YOHANN BIS

Les dimanches 20 et 27 juin se tiendront les élections départementales et régionales. Après 4 ans de politique désastreuse de Macron, nous devons nous en saisir pour coller une défaite à LREM. Entre mesures de restrictions, fermetures d'entreprises et l'absence de lutte massive, il peut y avoir un découragement parmi les travailleurs et les jeunes. Dans le même temps les forces pro-capitalistes essayent d'en profiter en remontant la pente. Le PS cherche à se redonner une image à gauche. Le RN se tient toujours en embuscade et la droite classique, malgré la crise intermi-nable qu'elle traverse, garde un poids conséquent.

BATTRE LES PARTIS QUI DÉFENDENT LES CAPITALISTES

Les potentiels gros scores des Républicains ou du RN, tout comme la débâcle annoncée de LREM, donnent prétexte aux dirigeants de « gauche » pour faire le plus d'alliances possible au nom du barrage à la droite et l'extrême droite. Cette logique autorise alors d'anciens bour-reaux, comme le PS, à jouer un rôle dans ce débat, avec la complicité de la direction du PCF.

Si on veut en finir avec leurs politiques, il faut qu'un maximum de travailleurs, de jeunes, de retraités se rallient autour d'un programme qui serve leurs intérêts. On se rappelle que c'est un tel programme, porté par Mélenchon en 2017, qui avait non seulement permis d'obtenir plus de 7 millions de voix, mais aussi de faire reculer le PS, la droite ou le RN ! Ce n'est pas une tambouille entre appareils qui permettra de gagner, mais bien un programme clair à l'image de la société qu'on veut construire.

POUR DES LISTES QUI PORTENT LA COLÈRE DES TRAVAILLEURS ET DE LA POPULATION

Seules les forces qui luttent au quotidien contre les majorités PS ou de droite peuvent être une alternative crédible. Les listes portées par La France Insoumise, seule (comme en Bretagne, Grand-Est) ou alliée avec le PCF (Île-de-France, Normandie, Auvergne-Rhône-Alpes) ou avec le NPA (Nouvelle-Aquitaine, Occitanie) sont les listes qui peuvent aider à discuter de cette alternative. Ce sont des listes qui défendent les services publics et les droits des travailleurs. La Gauche Révolutionnaire apporte son soutien à ces listes et nous appelons nos nombreux lecteurs, nos sympathisants et tous les militants sincères à les soutenir aussi.

Nous restons lucides cependant, car les programmes de ces listes restent bien trop vagues et parlent rarement d'en finir avec le capitalisme. De plus l'abstention risque d'être forte car ces élections ne sont pas la première préoccupation des travailleurs et de la majorité de la population.

Nous avons subi depuis de très nombreuses années des politiques de casse des service publics, de nos droits et conditions de vie… à raison, nous sommes dans une colère forte.

Nos programmes doivent être la traduction politique de cette colère, il faut maintenant un vrai programme socialiste de rupture qui serve seulement les intérêts de notre classe et non plus ceux des capitalistes.

Les militant-es de la liste Gauche combative et écologiste (GR, FI et PCF) le 9 mai 2021, sur le marché de Petit-Quevilly (76)

MACRON DRAGUE À DROITE DÉSESPÉRÉMENT

AR

C'était visible lors de son élection en 2017 et cela ne s'est pas démenti depuis, Macron n'a aucune base sociale réelle, son électorat se limitant à certaines parties de la classe moyenne supérieure et à la bourgeoisie. Macron est apparu en profitant de la débâcle du PS et du manque de crédibilité de la droite, ce qui favorisait l'apparition d'un personnage au-dessus des partis bien que défendant exactement les mêmes programmes qu'eux, de la casse des droits sociaux des travailleurs à la destruction des services publics au profit des grands groupes capitalistes. Il se distinguait de la droite classique par moins de conservatisme culturel, mais ce n'est plus le cas aujourd'hui. Macron fait régulièrement dans les décisions qui discriminent les musulman-es et laisse son très à droite ministre de l'Intérieur, G. Darmanin, faire dans la surenchère sécuritaire à la sauce Sarkozy.

GAGNER À DROITE POUR AVOIR UN DUEL CONTRE LE PEN ?

De fait, Les Républicains ont beaucoup de mal à exister avec Macron. Leur problème reste avant tout les carrières politiques des uns et des autres. Du côté de Macron, le problème est qu'il n'a ni parti ni militants, et que toute une partie des députés élus lors de la vague de 2017 a quitté les rangs de LaRem, qui n'en compte plus que 206 et ne doit sa majorité qu'au soutien de divers groupements dont les 42 ex « socialistes » passés à En Marche.

Les régionales vont de nouveau montrer cette incapacité de LaRem à constituer une vraie force politique, qui sera tributaire des nombreuses alliances qu'ils sont obligés de passer. Mais cela peut se retourner contre Macron : un ancien 1er ministre comme E. Philippe peut très bien jouer le rôle de réassembleur de la droite si LaRem ne semble pas un moyen sûr d'offrir un futur poste de ministre. L'autre danger peut venir de Xavier Bertrand, ex-LR lui aussi, qui va probablement se faire réélire président de la région des Hauts-de-France en battant le RN.

L'aventurier Macron va donc combiner encore plus autoritarisme et mesures économiques libérales, pour tenter de donner un socle à son camp tout en maintenant la droite divisée, et ainsi espérer l'emporter dans un face-à-face qui sera très serré, et même incertain, avec Le Pen.

UNION DE LA GAUCHE IV :

ENCORE UN (MAUVAIS) RETOUR ?

Ça fait penser à ces mauvais films dont on voit des volets successifs et aussi mauvais les uns que les autres mais que les médias nous vendent comme la dernière originalité. Ce qui se trame depuis les annonces autour des listes communes de « gauche » aux élections régionales est exactement dans cet univers-là. Le scénario est mauvais et on sait la fin : une « union de la gauche » qui fera un programme au service du capitalisme, n'apportera que déceptions aux quelques derniers qui croient encore aux promesses. Sous Jospin on a eu la « gauche plurielle » qui a plus privatisé que sous la droite, avec Hollande on a eu les « lois travail I et II » et les discours racistes et sécuritaires de Valls. Le seul suspense est désormais de savoir jusqu'où dans la gestion du capitalisme et dans la politique au service des riches ira cette future union PS-EELV, et certainement PCF, qui se dessine.

La seule nouveauté, c'est que cette fois-ci c'est EELV qui a donné la main au PS pour qu'il soit à nouveau dans le film, mais les acteurs restent aussi faux et malhonnêtes.

DES DISCUSSIONS SAUF SUR LE PROGRAMME

Ainsi, un peu partout, les soi-disant écologistes d'EELV ont annoncé qu'ils étaient prêts à faire des listes d'union pour peu qu'elles « portent les valeurs de l'écologie », le programme devant être discuté après. Quoi de plus facile pour le PS de dire alors qu'il était lui aussi pour l'écologie pour ainsi avoir sa place. Après tout, il avait pu dire qu'il était pour le social tout en faisant une politique de casse des droits des travailleurs et des services publics. Le PS signe même un appel pour une énergie publique alors qu'il a été l'un des organisateurs de la privatisation de l'énergie. Et on ne compte pas les mairies ou les agglomérations dans lesquelles des majorités PS-PCF-EELV sont en train de mettre en place la dégradation des conditions de travail des agents territoriaux (perte de salaire, de congés etc.) appliquant sans aucun souci le management capitaliste aux services publics locaux.

DES CANDIDATS À LA GESTION DU CAPITALISME

Les régionales vont donc voir des premiers ou seconds tours avec des unions PS-EELV-PCF (et malheureusement parfois aussi FI). Nous ne soutenons pas ces manœuvres qui consistent à faire croire que cette « gauche », qui fait la même politique que Macron, aurait changé. Autant Jadot pour EELV, Faure pour le PS ou Roussel pour le PCF semblent n'avoir qu'une ligne à dire dans leur jeu d'acteur médiocre : passer leur temps à taper sur Mélenchon. Car leur problème c'est que malgré ses erreurs et ses insuffisances, la FI reste la seule force qui a une audience de masse à gauche et qui continue de dénoncer le capitalisme.

Lors de la manifestation organisée par les « syndicats » les plus à droite de la police le 19 mai, les mêmes n'ont eu aucun souci pour se retrouver à manifester aux côtés de Bardella du RN ou du très à droite ministre de l'Intérieur Darmanin.

Alors cette gauche-là, toute entière au service du capitalisme, ne représente pas une alternative à Macron. Et que la direction du PCF fasse à nouveau gober à ses militant-e-s et sympathisant-e-s qu'on pourrait obliger le PS à une politique sociale montre à quel point il est indispensable de construire une nouvelle force politique combative contre le capitalisme, loin de toutes ces magouilles dont l'unique but est de tromper les électeurs pour espérer gagner des positions élues.

Benoît Hamon, Olivier Faure, Anne Hidalgo, Julien Bayou ou encore Yannick Jadot... la fausse gauche pro-capitaliste pro de la magouille, tout pour être élu

SURENCHÈRE D'EXTRÊME DROITE DANS L'ARMÉE ?

Coup sur coup, le magazine d'extrême droite « Valeurs actuelles » a publié des « tribunes » émanant d'officiers de l'armée. Le but est de faire peser, dans un débat déjà largement dominé par les délires sécuritaires et la surenchère raciste, la balance encore plus à droite. La thèse est donc de hurler au risque de « guerre civile » (menée par qui ?) pour en fait cibler un unique problème « l'islamisme auquel vous faites des concessions sur notre sol ». Ce n'est pas la première fois en France que des militaires jouent ainsi le rôle d'un renforcement des idées réactionnaires et d'aider ainsi l'État à renforcer son autoritarisme.

L'armée française ne mène en fait que des guerres coloniales la plupart du temps, au prix de la vie de soldats de base envoyés se faire trouer la peau pour aider le maintien au pouvoir des dictateurs amis du gouvernement français et les marchés des multinationales françaises. Mais comme toujours, son rôle politique est de pousser les gouvernements plus à droite.

Dans leurs tribunes, ces soi-disant « apolitiques » prennent bien soin de ne jamais mentionner le chômage, la misère, la disparition des services publics… Le seul danger serait « le communautarisme », la « violence dans les villes et les villages », mais évidemment de la violence sociale, de l'exclusion, de l'ordre injuste qu'impose le capitalisme, ils n'en parlent pas, ils sont « apolitiques » on vous dit.

Au moins, si cela était nécessaire, ces tribunes montreront aux naïfs que la hiérarchie militaire se place toujours en défense de l'ordre capitaliste, mais aussi que les temps qui viennent vont voir s'agiter de plus en plus d'éléments réactionnaires dans la société, nous obligeant à défendre plus clairement encore notre volonté d'une société débarrassée du capitalisme et de l'oppression.

LA LEÇON DE CHOSE NÉOLIBÉRALE DE BLANQUER

GENEVIÈVE FAVRE

Tout d'abord exclure du débat tout ce qui se rapporte à la question des moyens. Pourtant les dépenses pour l'Éducation atteignent les 8 % du PIB contre une moyenne de 11 % pour les pays de l'OCDE. Et quand l'Italie a créé des milliers de postes dans l'Éducation face à la Covid, Blanquer supprime des postes d'enseignants : plus de 1 800 en moins à la rentrée 2021 alors qu'il y a plus d'élèves.

Ensuite, en prétendant s'appuyer sur les neurosciences, imposer un programme réactionnaire : celui d'une bourgeoisie arc-boutée sur sa représentation figée de l'école, un lieu de reproduction, et non d'élaboration et d'émancipation. C'est ainsi le retour de la méthode exclusivement syllabique – au mépris de plus de 30 ans de pratique enseignante et de recherche ; l'écriture au primaire uniquement ciblée sur la maîtrise du code écrit et non sur l'expression personnelle, ou encore le retour d'une vision finaliste et très réactionnaire de l'Histoire.

Pour cela, bien camoufler derrière une communication reprenant des thèmes consensuels – le combat contre les inégalités, la place centrale des élèves… – cette véritable et impitoyable opération de tri social, tout en maintenant le calme.

C'est le sens de la réforme des programmes de primaire, avec le refus de la pluralité des formes d'apprentissage, des rythmes, et en récusant toute la recherche opérée dans ce domaine depuis 30 ans. C'est le sens de la destruction de l'éducation prioritaire. C'est encore le sens de l'établissement des PIAL (Pôles Inclusifs d'Accompagnement Localisés) qui imposent aux Accompagnants des élèves en situation de handicap (AESH) une flexibilité intenable rendant impossible tout suivi efficace et pérenne.

L'objectif final ? L'individualisation pour les élèves et les personnels. Ainsi l'échec sera le fait de parents qui ne suivraient pas bien leurs enfants, d'élèves qui ne se donneraient pas les moyens de réussir et d'enseignants réfractaires. Pas celui de l'idéologie néolibérale, puisque chacun a sa chance, la faute incombe à celui qui n'a pas su la saisir. C'est l'optique des réformes autoritaires de Blanquer : casse du paritarisme, mise en place d'autoévaluation forcée des établissements, compétition accrue à tous les niveaux, répression de toute opposition. Cette mise au pas est au service d'une destruction du cadre collectif de l'Éducation et de ses missions de service public. Une étape majeure dans la fabrique du consentement aux principes du néolibéralisme.

ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES :

DES INSOUMISES ET RÉVOLUTIONNAIRES CANDIDATES !

Du fait de la décision de la FI d'accepter de se retrouver avec le PS et EELV sur les listes aux élections régionales (quelques fois dès le 1er tour) sans aucune garantie de programme ou de revendications, les militant-e-s de la Gauche révolutionnaire ne participent pas à ces listes. Nous avons néanmoins proposé dans plusieurs endroits de former des candidatures aux départementales avec la FI et en proposant celles-ci au PCF. Mais ce dernier n'a pas souhaité le faire dans certains cantons.

Nous avons pu aboutir à un accord FI-PCF sur celui de Petit-Quevilly (banlieue de Rouen) où nous disposons déjà d'une élue municipale grâce à la liste « Décidons Petit-Quevilly » soutenue par la FI. Rachel Simon, animatrice périscolaire, sera sur cette liste.

À Montélimar Sud, le PCF ayant décliné la proposition, c'est donc une liste Gauche révolutionnaire qui a été formée, et Rachel Mahé sera notre candidate.

Nos axes de campagne sont simples : les départements qui ont pourtant en charge l'aide sociale (personnes âgées, petite enfance et enfance, RSA…) délaissent beaucoup trop ces missions. De même, alors que les services publics se dégradent, les départements eux aussi ont de plus en plus recours aux contrats précaires et ferment des structures comme les Centres médico-sociaux. Nous exigeons notamment que les services d'aide à la personne soient de vrais services publics départementaux, avec du personnel correctement rémunéré et des contrats stables.

Sous le titre de « Gauche combative et écologique » nous comptons ainsi prolonger dans le vote la lutte contre la politique de Macron et de tous ces relais locaux que sont souvent ces présidents de département.

ÉLECTIONS DÉPARTEMENTALES,
20 ET 27 JUIN 2021 - CANTON MONTÉLIMAR 1

IL NOUS FAUT UN SERVICE D'ORDRE EN MANIF !

ELEMIAH

Tout le monde a entendu parler des événements du 1er mai, où des camionnettes et des membres de la CGT ont été attaqués avec des lancers de pierres et de bouteilles. Ces violences n'ont pas leur place en manifestations, et la violence n'a pas sa place dans la politique, que ce soit dans un parti ou dans un syndicat. Les conflits se règlent par le dialogue et la démocratie, au sein d'assemblées générales ou de réunion de ces organismes. Lorsqu'il y a une divergence d'idées, la minorité va essayer de convaincre les autres en menant un débat, jamais en s'imposant par la violence car elle manque d'arguments.

L'incident du 1er mai montre la faiblesse du service d'ordre (SO), ici de la CGT, mais aussi de la classe ouvrière en général. Il nous faut des militants élus pour garantir la sécurité des manifestants, avec un fonctionnement organisé et collectif, ainsi que des tâches claires. Il est nécessaire que ce SO soit suffisamment équipé pour défendre les cortèges et les équipements, que ce soit face aux forces de police ou face à des militants violents. Les violences dirigées contre des organisations syndicales ouvrières sont des actions totalement anti-ouvrières, qui n'ont pas leur place dans le mouvement. Les éléments de division de la manif n'ont pas à participer. Non à leur intégration dans les cortèges ! Nous manifestons pour faire valoir nos droits et protester contre ce système, pas pour rentrer chez nous blessés ou choqués par les évènements. Les enfants devraient pouvoir accompagner leurs parents sans danger, et nous avons besoin d'être en sécurité pour manifester en toute tranquillité, c'est le rôle de la ligne de protection du SO.

C'EST ENSEMBLE QUE NOUS VAINCRONS

L'unité des travailleurs dans la lutte est un élément clé dans la victoire face au capitalisme. Ce n'est pas en étant chacun à faire son action dans son coin que l'on avancera. Les manifestations et les piquets de grève existent pour rassembler et échanger sur les luttes en cours. Leur rôle doit être clair et défini à l'avance. Pour ce qui est des manifestations, les participants doivent être au courant de son déroulé et de son but. C'est grâce à l'union que nous gagnerons nos droits, on ne doit pas se laisser diviser par des individus perturbateurs. Nous devons être ensemble dans les idées et dans les actions si nous voulons vaincre notre ennemi commun, le capitalisme.

LE RN EN EMBUSCADE

CÉCILE RIMBOUD

Macron a déroulé la carpette pour le RN avec sa politique anti-sociale et sa propagande raciste contre les musulmans. Entre une gauche pas à la hauteur de la situation et ce pouvoir qui encourage le racisme et la violence, les carriéristes du RN n'ont qu'à se baisser pour ramasser les voix. Cela se reflète dans le score aux régionales et départementales. C'est nécessairement un trompe-l'œil, car environ la moitié des gens ne va pas voter à ces élections.

Les listes RN, semblant avoir du vent (médiatique) dans les voiles, ont attiré tout un tas de politiciens carriéristes qui voient en lui le meilleur moyen de récupérer un siège. En PACA, Bretagne, Bourgogne, Grand Est… des anciens LR sont présents sur leurs listes.

PRÉPARER 2022

Mais le score de ces élections sera surtout utilisé pour préparer la présidentielle. Le vote RN est surtout un vote de défiance et de rejet des partis traditionnels. Marine Le Pen (MLP) a travaillé pour rendre son parti plus « présentable », en essayant de gommer les aspects ouvertement racistes – bien sûr, cela reste leur fonds de commerce. Des gens voteront RN en pensant balancer un pavé dans la mare. Sauf qu'au lieu d'un pavé, c'est de nouveau cent balles qu'on met dans la même machine.

MLP et le RN font partie intégrante du système. Le RN est pour le « secret des affaires », pour le paiement de la dette, pour la casse des retraites…

Ce parti n'a aucune solution aux problèmes justement car ils défendent surtout les patrons. Leur premier soutien social c'est parmi le petit patronat. Mais même eux, ils les dupent ! Ce qui fait tourner l'économie en France c'est la consommation. Le RN est contre le contrôle des loyers, l'augmentation des salaires ou la baisse du temps de travail : donc comment on fait pour que les gens aient de l'argent et puissent consommer ? MLP a dit que la première chose qu'elle ferait si elle arrivait au pouvoir c'est une réforme du code de la nationalité. À quel moment ça va donner du boulot aux gens, résoudre le manque de services publics ou donner un avenir aux jeunes ?

CONTRER LE RN AVEC UN PROGRAMME RÉELLEMENT COMBATIF

À « gauche », les retournements de veste ont laissé un boulevard à tout ça, parce que le PS et leurs alliés de chez EELV et une partie du PCF ont mené les politiques de casse de nos droits et de nos services publics. Notre rôle est bien sûr de dénoncer le mensonge RN, mais on ne peut pas le faire sans lutter contre le chômage, la précarité, les discriminations qui leur permettent de prospérer. Ce qui implique de combattre la politique des partis qui nourrissent cela, y compris la fausse gauche pro-capitaliste PS-EELV.

Il faut lutter pour une gauche vraiment combative, qui refuse chaque privatisation, chaque euro en moins au budget de nos services publics, qui se bat aux côtés des travailleurs et de la jeunesse pour des conditions de vie décentes pour tous et contre le racisme et les discriminations. Car une société plus juste, c'est aussi une société plus tolérante où les discriminations et le racisme n'ont pas d'espace. Lutter pour un programme au service des jeunes et des travailleurs, à la fois dans les élections mais surtout en dehors (voir pages centrales), faire campagne contre le racisme et pour l'égalité (voir page 12) et lutter pour le socialisme, voilà comment combattre réellement le RN !

IL FAUT NATIONALISER LA CHAPELLE DARBLAY !

SKÁLD

Le site Chapelle Darblay, situé à Grand-Couronne (76), est toujours menacé. Ce sont 218 emplois, sans compter les 800 sous-traitants, qui sont laissés sur le carreau. Tout ça alors qu'un tiers du papier recyclé de France sortait de cette usine « verte », dont la chaufferie peut alimenter en énergie les foyers de 20 000 personnes. Le groupe papetier finlandais UPM (10 Mds d'€ de chiffre d'affaires) a décidé, courant 2019, de revendre le site ou de le fermer si aucun repreneur ne se présentait. Aujourd'hui, le site est à l'arrêt et des repreneurs potentiels se sont présentés, souvent en proposant de modifier l'objet du site. Aucune idée, donc, de ce qu'il adviendra du recyclage (soi-disant pas assez rentable pour un groupe comme UPM) et des emplois.

ERREURS TACTIQUES ET ABSENCE DE STRATÉGIE

La CGT reste mobilisée depuis les annonces pour sauver le site, mais lutte malheureusement seulement pour trouver un repreneur. En 2013, la mobilisation pour Petroplus a prouvé qu'une lutte syndicale visant le rachat d'une usine par un groupe capitaliste ne sauve aucun emploi. Tous les potentiels repreneurs de Petroplus qui se sont présentés ont fini par se retirer, laissant les 550 salariés du site finir au chômage.

Des collectifs écologistes comme #PlusJamaisÇa avancent qu'il faut attendre de l'État qu'il remplisse son soi-disant rôle protecteur en ne « laissant plus les intérêts privés lui dicter sa politique ». Mais l'État n'est là que pour défendre les capitalistes, qui se fichent éperdument des besoins de la population. Les élus du PS et du PCF à la Métropole de Rouen se disent à la recherche d'un repreneur, mais ce n'est pas ce qu'il faut. Il faut la nationalisation de l'usine sous gestion démocratique des travailleurs. Alors que les collectivités locales reprennent l'usine ou la rachètent pour 1 € !

Les actions coup de poing devant le Ministère de l'Économie ne suffiront pas, le seul moyen de gagner est de mettre en place un véritable agenda de mobilisations pour construire une lutte syndicale nationale visant la sauvegarde du site.

EMPLOI, ÉCOLOGIE ? DÉMOCRATIE OUVRIÈRE !

Une usine utile à la population doit rester ouverte et être gérée démocratiquement par les ouvriers en lien avec la population.

Chapelle Darblay est un site dont nous avons tous besoin, et qui doit être un exemple pour un service public national du recyclage partout en France. Pour l'emploi, pour l'écologie, mobilisons-nous !

LA CATASTROPHE DE LA CONVENTION DE L'ASSURANCE CHÔMAGE !

YOHANN BIS

Le nouveau calcul à compter du 1er juillet 2021 impacterait plus de 1,15 million de travailleurs privés d'emploi. Sous couvert de s'en prendre aux petits emplois, le gouvernement s'attaque en réalité aux travailleurs précaires qui sont dans cette situation entre autres par leur politique de destruction du code du travail. 2 milliards d'euros d'économie, c'est le véritable objectif de Macron, tout cela en pleine crise sanitaire et économique qui plonge des millions de personnes dans toujours plus de précarité !

UN CALCUL MODIFIÉ POUR CASSER L'INDEMNISATION

Le gros de l'attaque repose sur le calcul du Salaire Journalier de Référence (SJR) : c'est la moyenne des salaires des périodes travaillées permettant ensuite de calculer le montant journalier de l'allocation chômage. Avec la contre-réforme de Macron, le SJR fera une moyenne des revenus journaliers des périodes travaillées et chômées ! Autant dire que ce n'est plus du tout un « Salaire Journalier » moyen ! Ainsi les travailleurs qui ont des petits contrats au SMIC verront leurs allocations chômage passer de 980 € à 650 € par mois ! En moyenne on attend une baisse de 30 % des allocations.

Ouvrir des droits sera aussi plus difficile, il faudra 6 mois de travail pour ouvrir un droit contre 4 aujourd'hui. Pour le rechargement des droits il ne faudra plus un mois de travail, mais 6 !

Cinq travailleurs privés d'emploi sur dix ne sont déjà pas indemnisés, cette tendance va empirer ! L'allocation chômage était avant tout une protection sociale pour les travailleurs. Cette contre-réforme c'est continuer de casser cette sécurité. Refusons cette « réforme », entrons massivement en lutte contre Macron et ses plan pourris, pour la conquête de nouveaux droits réellement protecteurs donc suffisants et pour tous les travailleurs privés d'emploi !

CARREFOUR :

NON À LA LOCATION-GÉRANCE

Quarante-six magasins de la grande enseigne, soit 3 500 salariés sont passés en location-gérance, et pour les salariés c'est l'enfer. Pressions et gueulantes de la direction qui pousse à bout jusqu'à l'arrêt maladie ou la démission font le quotidien des employés. Les magasins coulent et les actionnaires veulent maximiser les bénéfices. À la fin, la manœuvre consiste à faire un plan de licenciement sans que ça coûte 1 centime au groupe Carrefour qui a enregistré une progression des ventes de 7,8 % sur l'année 2020.

Face à ça des magasins sont entrés en lutte avec les syndicats, à Port-de-Bouc (13) la grève atteint 90 % au 7ème jour d'action. Tous les salariés sont concernés car ces magasins sont la clé d'entrée pour ensuite s'attaquer aux conditions de travail dans tous les autres. Les travailleurs de la grande distribution et leurs organisations syndicales doivent mener une véritable campagne pour de meilleures conditions de travail et des meilleurs salaires !

DES EMPLOIS PAS TRÈS FRANCS

La grande multinationale veut se donner une belle image avec le recrutement de 15 000 jeunes des quartiers populaires. Sous prétexte de prendre une « responsabilité » pendant la crise du Covid, en réalité après des plans de licenciements successifs (au hasard des plus vieux ou de celles et ceux qui ne se laissent pas faire) il s'agit de profiter d'argent public ! L'État a mis en place une mesure d'aide au recrutement : les « emplois francs ». Pour chaque embauche en CDI d'un jeune résidant dans un quartier populaire de la ville (QPV) c'est 17 000 € « d'aides » de l'État. Le calcul est vite fait, équivalant à quasiment un an de salaire. Les actionnaires pourront tirer un max de profits grâce à l'argent public.

YOHANN BIS

Samedi 15 mai 2021, les salariés de Carrefour Lomme et Carrefour Nîmes Ouest étaient en grève contre la location-gérance !

LA COUPE EST PLEINE POUR LES SYNDICATS D'ADECCO

MJ

La direction d'Adecco a planté un coup de couteau dans le dos des salariés. L'intersyndicale appelle à la grève et au rassemblement mardi 18 mai.

Le salaire d'Adecco est fait d'une part fixe et d'une part variable comprise entre 15 et 20 % pour la plupart des salariés.

Adecco a présenté des changements pour obtenir une part variable plus importante avec entre autres des obligations individuelles, c'est un fait nouveau pour le calcul de la rémunération. Le seuil minimum pour avoir une partie du salaire variable est d'avoir atteint 75 % des objectifs à la place de 50 %. La direction a vanté le fait que les plus performants y trouveraient leur compte et qu'il fallait l'accord du salarié pour passer par ce nouveau système de rémunération.

Les syndicats ont appris que la direction avait monté une machination car tous les entrants depuis 2018 et les plus anciens qui auraient signé un avenant depuis 2018, soit 50 % des salariés, n'avaient pas le choix que d'utiliser ce nouveau système de rémunération.

Les syndicats d'Adecco ne pèsent pas beaucoup dans l'entreprise, car il s'agit de centaines de petites unités de moins de 10 personnes très éloignées les unes des autres. Quant aux intérimaires, ils ont souvent besoin d'un accompagnement dans leurs démarches individuelles mais le niveau de conscience ne permet pas aujourd'hui une lutte d'ensemble pour s'opposer à ce statut de précarité. La direction le sait pertinemment et elle s'essuie les pieds sur les instances du personnel. Pourtant un cap est passé et l'appel à la grève intersyndicale est un bon aiguillon pour porter une voix collective face à ces patrons voyous.

INTERMITTENTS DUREMENT IMPACTÉS PAR LA RÉFORME

Ces 110 000 travailleuses et travailleurs de la culture ont un régime chômage différent. Ils ont régulièrement des périodes de chômage involontaire, mais la réforme de Macron ne les épargnera pas ! Désormais pour ouvrir des droits, ils devront justifier de 3 mois de travail sur les 12 derniers mois contre 4 dans les 24 derniers aujourd'hui. Pour le gouvernement, confinements, couvre-feux et fermetures des lieux culturels ne semblent pas être des freins pour trouver un contrat... Les intermittents en lutte exigent une nouvelle année blanche pour ne pas être sans ressources du tout et exigent le retrait de cette contre-réforme pourrie !

GRÈVE DANS LA SANTÉ

Suite à l'appel à la grève de la CGT santé, mardi 11 mai, plusieurs services de réanimation d'une centaine d'hôpitaux français étaient en grève reconductible. Depuis un an, les travailleurs soignants essuient les plâtres du gouvernement irresponsable ! Des primes promises dans le vent, des salaires misérables, des cadences infernales, absence de personnel conséquent… Stop ! Cette journée était suivie par celle des anesthésistes le 17 mai, en vue d'une mobilisation plus large le 15 juin. Cette grève est la suite logique dans un hôpital public en asphyxie. En pleine crise sanitaire, alors que les besoins médicaux sont décuplés, le gouvernement laisse les soignants démunis malgré leur mobilisation pour davantage de moyens et de personnels, les démissions en chaîne, les burn out...

On ne fait pas d'économie quand il s'agit de la santé des patients et des soignants ! L'hôpital doit rester public et être financé afin d'offrir à tous l'accès à des soins de qualité, en quantité suffisante. Soutenons le personnel soignant en lutte et mobilisons-nous à ses côtés !

PAULINE I

EN FINIR AVEC LES LICENCIEMENTS !

Les travailleurs et les travailleuses savent intuitivement qu'ils et elles ont la nécessité de se rassembler et de s'organiser, de la manière la plus unitaire possible, afin de résister au rouleau-compresseur patronal des capitalistes qui cherchent à accroître constamment l'exploitation et leur fortune. La division selon des critères extérieurs à nos intérêts de classe (racisme, sexisme, LGBTQIphobie, etc.) est un outil dans les mains de nos exploiteurs pour nous affaiblir.

Par nécessité, les travailleurs et les travailleuses luttent pour de meilleurs salaires, pour des embauches afin de faire face à la charge de travail et de meilleures conditions de travail, etc. en particulier par la grève.

C'est une question simplement de survie et de partage de la plus-value entre Travail et Capital dans le cadre même du système qui s'effectue en fonction du rapport de force dans l'entreprise et dans la société.

Mais rien n'est jamais acquis pour la classe ouvrière dans le capitalisme et seule mise en place d'une société fondée sur la propriété publique géré et contrôlé démocratiquement par les travailleurs et les travailleuses, afin de répondre aux besoins sociaux, permettra d'en finir avec la misère, le chômage, les discriminations, etc.

Les revendications immédiates et la lutte pour le socialisme ne sont pas antagonistes car chaque lutte même partielle, chaque grève, même sectorielle, porte potentiellement en elle le renversement du système lorsqu'on s'organise au sein du mouvement ouvrier et dans les structures démocratiques de lutte dans une perspective révolutionnaire en portant des revendications qui permettent de construire des ponts entre les revendications immédiates et le socialisme.

> Interdiction des licenciements par l'expropriation des capitalistes dans les entreprises qui licencient et leur mise en propriété publique sous la gestion et le contrôle des travailleurs et des travailleuses.

> Pour la baisse du temps de travail sans diminution de salaire ni hausse de la productivité avec embauche compensatrice jusqu'à disparition du chômage (échelle mobile des heures de travail). 32h/hebdo immédiatement.

> Pour une hausse immédiate du SMIC et de tous les salaires d'au moins 300 euros ainsi que des pensions et indemnités. Pour la (re) mise en place de l'échelle mobile des salaires, pensions et indemnité par leur indexation sur l'inflation.

> Pour la retraite à 60 ans avec 37,5 ans de cotisation

> Pour l'égalité salariale et d'évolution carrière immédiate entre les femmes et les hommes

> Pour l'égalité des droits entre les français et les immigrés

À BAS L'IMPÉRIALISME ET LE CAPITALISME !

La banque mondiale investit des capitaux pour des projets publics ou privés dans les pays néocoloniaux. Au passage, elle achète les institutions et les hommes d'État et permet aux pays riches de décider des choix stratégiques et des orientations politiques des pays qu'elle tient ainsi sous son égide.

Le FMI a le loisir des donner du cash, en échange de politiques d'austérité et de privatisations des biens publics revendus à une manne de requins qui font ainsi fortune sur le dos des travailleurs et de la population.

L'ONU prétend maintenir la paix dans le monde, mais elle n'agit jamais de façon impartiale et n'intervient que lorsqu'il y a des intérêts pour la bourgeoisie des puissances occidentales.

L'OTAN se limite à maintenir la domination des USA sur le monde, elle agit comme un gendarme au nom de la paix. En réalité c'est une institution mercantile qui n'hésite pas à provoquer des conflits et des guerres au seul bénéfice de l'impérialisme occidental.

Il faut que toutes ces institutions disparaissent car elles avilissent deux tiers de la planète qu'elles pillent et maintiennent dans une pauvreté maximum. Les troupes de l'ONU doivent dégager comme toutes les troupes militaires impérialistes qui maintiennent le chaos pour garder la main sur les matières premières, se cachant derrière une colombe et un rameau d'olivier.

La quasi-totalité des pays a été découpée par les impérialistes pour créer des conflits et asseoir leur arbitrage. Les peuples ont le droit à l'autodétermination. Les travailleurs et la jeunesse des pays néo-coloniaux doivent s'organiser et lutter ensemble contre l'intervention impérialiste et contre les classes dirigeantes capitalistes de leur pays qui profitent également de cette oppression.

La GR soutien les luttes de masses dans le monde néocolonial et le socialisme doit être le phare pour nous guider vers une fédération mondiale socialiste seule à même de garantir la paix et le bien-être pour tous.

MATHIEU JARDIN

S'UNIR AUTOUR D'UN PROGRAMME DE LUTTE CONTRE MACRON ET LES CAPITALISTES

CÉCILE RIMBOUD

On est une écrasante majorité à en avoir marre de cette société où nos emplois et nos services publics sont démolis, où la pauvreté et la violence explosent, où nos droits sont retreints…

Le problème majeur est qu'à une échelle large, la majorité des jeunes et des travailleurs ne sont pas organisés et structurés dans un objectif commun : en finir avec cette situation et changer cette société. Pour cela, il nous faut un programme et un outil pour que ce programme soit un instrument pour les luttes et dans les élections, permettant d'organiser des dizaines de milliers de nouveaux militants en formant un nouveau parti.

OUTIL DÉMOCRATIQUE

La forme de « mouvement » qu'a prise la France insoumise n'a pas su prouver qu'elle était efficace, ni avant les simples regroupements d'organisations existantes comme l'a été le Front de Gauche. Même si elles représentent un pas en avant par certains aspect, elles ne sont ni assez solides, ni assez démocratiques. Une organisation de masse des travailleurs et de la jeunesse doit être un lieu où on débat et où on prend les décisions collectivement pour les appliquer ensemble. La classe capitaliste est déterminée à faire passer une politique qui aggrave l'exploitation des travailleur-se-s, il nous faut un parti qui permette de résister à cela et soit plus déterminé encore que la bourgeoise. Un fonctionnement local permettant aux militants d'analyser ensemble la situation, d'organiser les activités (et non d'attendre que les décisions tombent d'en haut) devra se combiner avec des débats et réunions organisées nationalement et démocratiquement permettant ainsi de continuer à élaborer le programme et les prises de positions, et de vérifier les accords et désaccords.

Chaque personne, qu'elle soit inorganisée ou déjà membre d'un parti, syndicat, association… devra y être bienvenue tant qu'elle est prête à respecter ce fonctionnement collectif.

COMMENT CONSTRUIRE ?

La prochaine période va continuer à être pleine de colère. Un nouveau parti pourrait très bien être lancé dans la prochaine période – et en tout cas, c'est ce que la campagne présidentielle autour de Mélenchon devra servir à discuter – non seulement avec les insoumis, mais aussi avec les milliers de syndicalistes, les militant-es du PCF, du NPA ou autre qui luttent au quotidien, côte à côte, et veulent vraiment renforcer notre camp et reprendre l'offensive.

Des revendications ou axes centraux devront répondre aux besoins de la lutte. Voilà quelques axes que la Gauche Révolutionnaire soumet à la discussion :

> Un emploi pour tous : 0 licenciement, pour la baisse du temps de travail à 32h/semaine et des embauches massives partout où il y en a besoin. Retraite à 60 ans (55 là où c'est nécessaire) avec 37,5 annuités dans un système par répartition

> Un avenir pour la jeunesse : des conditions d'études décentes avec 20 élèves par classe et une université libre et gratuite ; droit de vote à 16 ans

> Défense des services publics : pour la renationalisation sans compensation aux actionnaires des entreprises publiques privatisées sous contrôle démocratique des travailleurs et des usagers qui décident ensemble des besoins. Création de nouveaux services publics : agriculture, recyclage… et de monopoles publics démocratiques dans les secteurs-clés : Santé, énergie, banque/assurance…

> Pour nos droits démocratiques : assez des « états d'urgence », défense du droit de grève, de manifester ; non à la répression des manifestations, des syndicalistes…

> Non au racisme, au sexisme et à toutes les discriminations. Abrogation de toutes les lois racistes. Égalité réelle maintenant. Travail égal, salaire égal. Droit à disposer de son corps.

> Stop à l'UE capitaliste, pour la sortie des traités

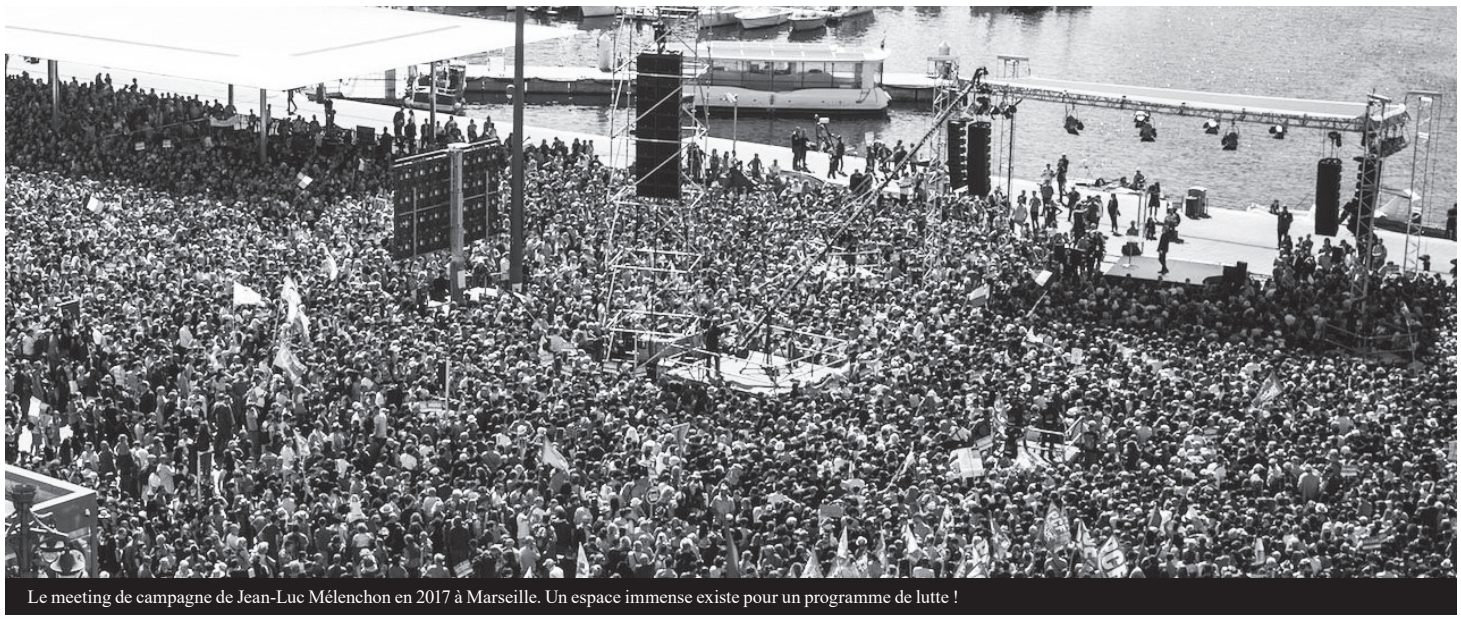
> Contre la guerre et l'impérialisme, solidarité avec les peuples opprimés et en lutte

> Pour un gouvernement des travailleurs – contre le capitalisme, pour le socialisme démocratique !

Une vraie campagne militante sur cette base pourrait avoir lieu dans les quartiers populaires, en direction des travailleurs dans les entreprises, des jeunes dans les facs et lycées… et pourrait rencontrer un immense succès. Il s'agit d'un véritable enjeu – non seulement pour organiser les jeunes et les travailleurs, mais aussi pour remettre à l'ordre du jour la nécessité du socialisme. Le capitalisme n'a rien d'autre à apporter à l'humanité et à la planète que crise, pauvreté et guerres.

Si un tel parti émerge alors à la Gauche Révolutionnaire nous pensons qu'il devrait défendre cette alternative. Les principaux secteurs de l'économie seront en propriété publique et démocratique, gérés par les travailleurs en lien avec la population, pour planifier l'économie en fonction des besoins réels. Pour cela il faudra un gouvernement des travailleurs à la place de ces incapables de millionnaires qui nous gouvernent. Si vous aussi vous voulez lutter pour cela, alors rejoignez la Gauche Révolutionnaire !

CHANGER CETTE SOCIÉTÉ, LUTTER POUR



Le meeting de campagne de Jean-Luc Mélenchon en 2017 à Marseille. Un espace immense existe pour un programme de lutte !

VIVE LE TRAIN !

PEM

Le train c'est 1 million de voyageurs par jour en France. Et moins de 10 % du fret (transport des marchandises). Mais ça pourrait et ça devrait être beaucoup plus ! C'est le transport le plus sûr et parmi les moins polluants.

La politique des gouvernements depuis plusieurs décennies est de laisser la place au « tout routier » et aller vers la concurrence du marché. Ces choix permettent uniquement de faire des profits et sont dominés par une vision à court terme. Ces profits ne permettent pas d'améliorer la situation des travailleurs et la qualité du service, aussi bien à l'intérieur du chemin de fer que pour ceux qui sont obligés de prendre la route faute de mieux (et souvent dans les bouchons).

Améliorer les conditions de travail, de transport et la qualité du chemin de fer tout en étant écologique et économique, c'est possible et nécessaire !

Rassemblement du 18 mai 2021 pour l'accès aux soins et à la vaccination, pour tous les agents ferroviaire grâce aux cabinets médicaux SNCF.

> La SNCF doit réintégrer tous les métiers qu'elle a externalisés, de l'entretien des trains aux hébergements des découchés en passant par le renouvellement des voies. Un seul statut pour tous les travailleurs du rail.

> Pour le recrutement massif dans tous les métiers du chemin de fer (escale, aiguilleurs, agents de manœuvre, ...)

> Pour la réouverture des « petites gares » et un maillage du territoire plus important pour répondre aux besoins et être une réelle alternative au « tout routier »

> Pour une relance et une modernisation du fret ferroviaire. Relier les ports, les MIN, les entrepôts et les centres de distribution

> Pour que les plus grosses entreprises de le transport routier soient nationalisées sous contrôle des travailleurs pour un transport de marchandises qui privilégie l'écologie aux profits. Créer des pôles multimodaux sous contrôle des travailleurs pour plus d'efficacité entre le rail, la route et le fluvial

> Pour un monopole de service public sur le transport de voyageurs, dont des transports urbains et interurbains gratuits et un train très peu cher

> Pour un plan d'investissement et de financement, en lien avec les besoins financé grâce à l'expropriation

POUR UN SERVICE PUBLIC DE L'ÉNERGIE

ELEMIAH

Les services publics sont nécessaires à la population, ils sont gratuits et équitables. Dans le secteur de l'énergie, il y a déjà eu un semblant de nationalisation, en 1946 avec EDF. Les entreprises privées, pour certaines qui n'étaient même plus rentables, ont été rachetées par l'État pour d'énormes sommes. Cela a arrangé les patrons qui devaient faire faillite. Maintenant la concurrence a été rétablie, et EDF est loin d'avoir un monopole sur le marché. Les services publics ne sont pas une porte de sortie pour les capitalistes ! Collectiviser les centrales d'électricité et de gaz permettrait de contrôler la quantité produite, en lien avec les travailleurs et les habitants pour savoir la quantité utile à la vie de chacun. Produire plus que nécessaire, comme c'est le cas dans le capitalisme, ne fait que gâcher argent, ressource et énergie. Dans cette économie de concurrence, les fournisseurs ne pensent qu'à dépenser le moins possible. Ils délaissent donc l'entretient ou la surveillance des équipements, ce qui conduits à des catastrophes dans un secteur où les risques d'explosions sont très élevés. Si on veut un travail bien fait, il doit être géré par des gens dont c'est le métier, et qui ont à cœur de le faire rigoureusement, pas par des patrons qui ne pensent qu'aux profits.

> Pour l'expropriation sans rachats des compagnies de gaz et d'électricité

> Pour une énergie publique, gérée démocratiquement par ses travailleurs

> Pour une énergie qui correspond aux besoins réels de la population

POUR UNE ÉDUCATION ÉMANCIPATRICE ET DÉMOCRATIQUE

VIRGINIE PRÉGNY

Dans l'éducation comme dans le reste de la société, la période ouverte par la pandémie a exposé les insuffisances du système éducatif. L'objectif principal du gouvernement a été de ne pas dévier de son projet politique. Éduquer les jeunes d'aujourd'hui, c'est former les adultes de demain. Les attaques de Blanquer ne sont pas de simples adaptations pédagogiques ou d'organisation de l'enseignement, mais bien l'adaptation du système éducatif aux besoins des capitalistes. C'est pour cela que Blanquer, comme ses prédécesseurs, change l'organisation des établissements, les conditions de travail et les programmes scolaires.

L'École de la « start-up nation » cultive le culte de la performance et de la concurrence, et considère que la formation relève de « la responsabilité individuelle ». La précarité croissante et la baisse des salaires détériorent les conditions de travail, mais aussi les conditions d'apprentissage (pas de remplaçants, des profs non formés, manque d'accompagnement pour les élèves en difficulté). Cette dégradation du service public en pousse déjà certains à se tourner vers le privé (soutien scolaire, formation professionnelle…).

La Gauche révolutionnaire lutte pour une société socialiste, débarrassée de la loi du profit. Nous luttons pour que le système éducatif soit, à l'image de cette société, émancipateur et démocratique ; pour que chacun-e puisse recevoir une éducation de qualité pour apprendre, se cultiver et s'épanouir.

> Un enseignement 100 % public et gratuit. Non au financement du privé

> Des moyens à la hauteur des besoins réels, définis démocratiquement (un traitement réellement équitable impose de donner plus à ceux qui sont les moins favorisés).

> Des classes à effectifs limités (20 max par classe)

> Une éducation polyvalente, qui lie les enseignements académiques, artistiques, techniques et professionnels.

> Non au management toxique et autoritaire ! Pour une gestion démocratique des établissements scolaires, mais aussi des contenus des programmes scolaires, par les personnels, élèves et parents ensemble.

FACS GRATUITES ET ACCESSIBLES À TOUS !

Avec les protestations étudiantes, les repas du Crous sont passés temporairement à 1€. Ce n'est pas assez. Il faut plus de logements étudiants, nationaliser les résidences universitaires privées. Aujourd'hui, la fac n'est pas réellement gratuite ! Il y a une forte précarité. Si on va à la fac, c'est pour étudier et se cultiver ! Il faut la fin de Parcoursup et la sélection à l'université ; plus d'embauches : personnel administratif, d'entretien, profs et chargés de TD aux emplois stables ! Personnels et étudiants doivent décider comment ils gèrent les fac. Les services publics doivent fonctionner pour les besoins !

LAORA VERBE

QUELLES SOLUTIONS POUR L'ENVIRONNEMENT

RACHEL SIMON

On nous bassine depuis des années maintenant avec la responsabilité de chacun pour lutter contre le réchauffement climatique, en disant que les petits geste du quotidien que chacun devrait mettre en place suffiraient à changer quel réellement que chose. Comme si demander aux gens de trier leurs déchets était la seule chose fondamentale à mettre en place.

Sauf que cette politique arrange bien les entreprises, car pendant ce temps là, on ne s'intéresse pas, ou moins, à ce qu'elles font. Ce qui leurs permet de continuer polluer sans trop de soucis. Et c'est bien facile pour elles d'aller ensuite se repeindre en vert, feignant de se préoccuper des problèmes climatiques, alors qu'en vrai ce n'est pas le cas. Ce qui arrange bien le gouvernement, qui ainsi n'a pas à se préoccuper de ces questions, et n'a pas à prendre de vraies mesures.

Mais de toute façon, on a pas à attendre autre chose de ce gouvernement au service des capitalistes, et ce n'est pas avec une simple loi climat que l'on va réellement changer les choses. Le capitalisme ne peut pas être vert.

Ce qu'il faut c'est une société débarrassée du capitalisme ; le socialisme, ou les entreprises seront nationalisées et gérées sous le contrôle des travailleurs et de la population. Ainsi on pourra planifier de façon démocratique l'économie en fonction des ressources disponibles et des besoins. Mais on pourra décider aussi de qu'est-ce qu'on produit d'utile et dans quelles conditions de travail et environnementales. On pourra enfin avoir de vrais moyens pour la recherche sur les énergies renouvelables et de vrais services publics comme pour le recyclage qui manquent aujourd'hui.

Voilà donc pour ce quoi nous luttons : pour une société plus juste permettant à l'être humain de répondre à ses besoins et de s'épanouir !

LE SOCIALISME !

QU'EST-CE QUE LE SOCIALISME ?

JOPHIEL BARCELO

Nous utilisons fréquemment le terme socialisme pour parler de notre programme politique, mais qu'est-ce que cela signifie ?

Le socialisme rompt avec le mode de production capitaliste, caractérisé par l'exploitation de la main d'œuvre, la production pour le profit, l'économie marchande et la propriété privée. Il vise à le remplacer par un mode de production sans exploitation et sans propriété privée des moyens de production – à ne pas confondre avec la propriété personnelle.

Le socialisme met fin aux divisions de classe. Sous le capitalisme, il y a plusieurs classes sociales : principalement le prolétariat (ouvriers, travailleurs, etc.) et la bourgeoisie. Sous le socialisme, ce ne serait pas le cas. Il abolit aussi la division du travail, qui sépare les ouvriers dans des métiers plus spécifiques pour les diviser et augmenter le profit. Il n'y aurait aussi plus de division nationale : le socialisme doit être international. Il s'agit donc d'une société plus juste, dans laquelle tout le monde pourra répondre à ses besoins et serait libéré de l'aliénation du capitalisme.

Mais donc, comment y arriver ? Par la construction d'un parti de masse, démocratique, et réunissant les travailleurs et la jeunesse, pour nous permettre de mener à bien la révolution. Le socialisme ne peut pas être atteint par des réformes ; les capitalistes reprennent de la main gauche ce qu'ils donnent de la droite, il n'est pas dans leur intérêt de classe de donner le pouvoir aux travailleurs. Il faut une phase de transition, lorsque les travailleurs à l'aide de leur parti seront au pouvoir, où on nationalisera les banques et les entreprises sous le contrôle des travailleurs et de la population, abolira la propriété privée, ou encore mettra en place une économie planifiée démocratiquement.

Le socialisme semble parfois être un projet utopique, mais, au contraire, il découle d'une analyse complète de la société actuelle et de l'impasse du capitalisme, c'est ce que nous appelons le socialisme scientifique.

Le socialisme scientifique se base sur une conception matérialiste de l'histoire, qui observe les antagonismes de classe dans l'histoire, comment ils interagissent avec les évènements historiques et leur impact sur les mentalités. C'est un socialisme réaliste, révolutionnaire, qui ne s'appuie pas uniquement sur la volonté des gens mais sur les conditions matérielles et historiques de la société. Le socialisme utopique, au contraire, n'est souvent pas révolutionnaire et prône la mise en place de communautés appliquant des principes socialistes à une petite échelle au lieu de comprendre que la solution est tout autant internationale, et il n'accorde pas beaucoup d'importance aux divisions de classe.

Voilà donc pour ce quoi nous luttons : pour une société plus juste permettant à l'être humain de répondre à ses besoins et de s'épanouir !

DIX ANS DÉJÀ QUE LES SARGASSES POLLUENT LES ANTILLES !

MATO

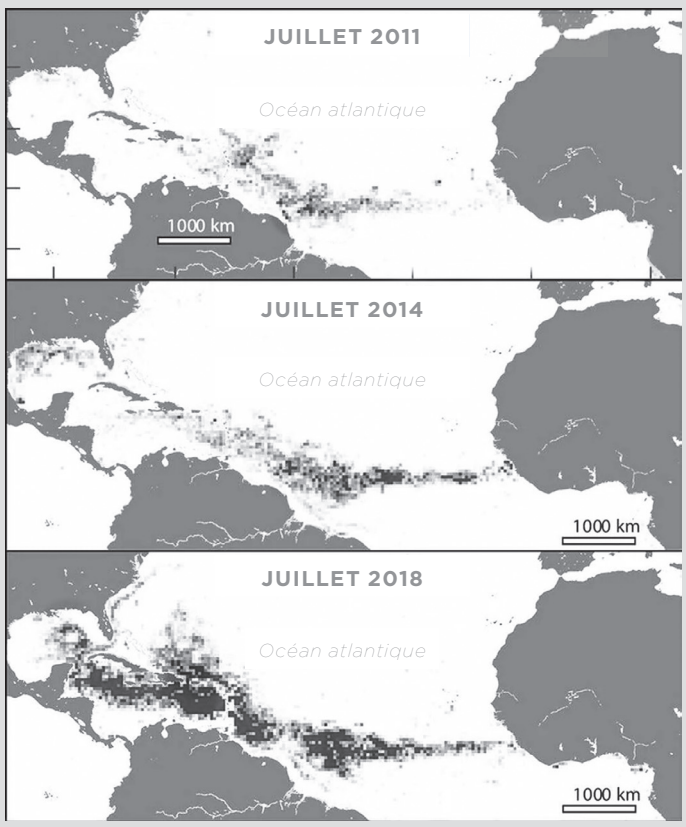
L'algue sargasse, connue depuis le XVe siècle et naturellement présente dans le gulf stream, se développe dangereusement depuis dix ans dans la Mer des Caraïbes, jusqu'au Golfe du Mexique et au centre de l'Atlantique, formant un continent végétal qui relie le sud du Mexique aux côtes ouest-africaines.

Pour l'Homme, le danger provient la phase de dégradation de l'algue. Elle dégage de l'hydrogène sulfuré et de l'ammoniaque, toxiques, qui provoquent des maux de tête, des nausées et des vomissements.

Les Antilles sont particulièrement touchées. Les nuisances sont telles que des familles sont forcées de déménager, des écoles ont dû fermer, des gens tombent malades… C'est aussi tout l'écosystème local qui est menacé : une grande quantité de poissons meurt, les tortues de mer n'accèdent plus aux plages pour pondre et même les coraux meurent car les sargasses bloquent la lumière du soleil.

Cette accélération est directement liée à la déforestation et la surexploitation agricole, aux nitrates et aux phosphates dans l'Amazone (c'est à son embouchure que la prolifération de l'algue se constate avant de s'étendre) et à la destruction de la mangrove qui filtrait naturellement les nutriments venant des fleuves.

En dix ans, rien n'a été fait pour stopper le phénomène. Le « plan d'équipement des territoires » n'a eu aucun effet et laisse désormais les communes « gérer » (sans moyens) un problème global. Pour lutter contre cette pollution, il faut une recherche scientifique publique, dotée de tous les moyens nécessaires pour analyser et combattre ce fléau, et dans l'immédiat de véritables fonds doivent être débloqués pour aider l'ensemble des zones touchées à se débarrasser rapidement des tonnes d'algues déjà présentes. Mais les causes de cette prolifération restent le réchauffement climatique et l'agriculture capitaliste, auxquels il faut mette fin pour en finir définitivement avec cette pollution biologique !



NON À L'ARTIFICIALISATION DES TERRES AGRICOLES !

Le collectif Val Béton se bat contre le projet d'une nouvelle ZAC dans le Val Briard. Il s'agit à la base d'une vente de 150 hectares de terres agricoles à 17 millions d'euros entre Rothschild et la Communauté de Communes du Val Briard. Le prix moyen de l'hectare a explosé ! Ce projet reste flou même si des réunions publiques ont été organisées. Il s'agirait d'entrepôts logistiques et d'un EHPAD. Ouf ! Ils parlent d'installation agricole et de la préservation d'une zone humide. Le reste artificialisé, fera l'objet d'une compensation écologique.

Le collectif était présent à la manif climat à Paris le 9 mai et a prévu une journée d'actions et d'information pour le 12 juin sur le lieu du projet. Le collectif reste mobilisé contre l'artificialisation des terres agricoles, pour de la nourriture locale et accessible : www.valbeton.org

PAULINE I

CE GOUVERNEMENT CASSE LA SANTÉ ET LAISSE S'ENVOLER LES PROFITS !

RACHEL SIMON

Après plus d'un an de Covid, trois confinements, des couvre-feux à différentes heures et de multiples protocoles sanitaires, le gouvernement continue de casser l'hôpital public et réprimer la population, voilà où nous en sommes.

Depuis le début de la crise sanitaire, le gouvernement n'a fait qu'aider les multinationales, à coup de milliards prêtés (et donnés), pour qu'au final, elles finissent par licencier des travailleurs, comme ça a été le cas de Renault.

Le gouvernement met en place des protocoles sanitaires qui n'ont aucun sens, sans jamais consulter les concerné-es, et que personne ne comprend, comme dans les écoles notamment où de très jeunes enfants se retrouvent à porter des masques, à devoir manger à des tables espacées de deux mètres à la cantine, alors qu'ils vont jouer ensemble dans la cour de récréation… au lieu de procéder en urgence à des embauches pour pouvoir diviser les groupes d'enfants !

Récemment, avec la diffusion des auto-tests, le gouvernement fait reposer la responsabilité sur les individus, au lieu de mettre en place des réels campagnes de dépistages de la population. Près de la moitié des notices des auto-tests reçus par l'Éducation nationale étaient erronées… voire même pas traduites en français !

UNE SANTÉ PUBLIQUE SYSTÉMATIQUEMENT BRISÉE

À côté de ça, rien pour la santé, secteur pourtant essentiel en temps de pandémie ! Au contraire, les conditions de travail dans les hôpitaux sont catastrophiques, par manque de moyens et de personnels. Mais ces problèmes ne sont pas nouveaux, c'est dû aux politiques des différents gouvernements depuis plusieurs décennies maintenant qui n'ont cessé de s'en prendre au secteur de la santé, en le cassant toujours plus. En dix ans, 100 000 lits ont disparu. Et toujours maintenant, même en pleine crise sanitaire, le gouvernement a continué cette politique en réduisant le nombre de lits. En juillet dernier, le plan Ségur qui n'a rien fait pour aider le personnel soignant : pas d'augmentation de salaires, pas d'embauches pour baisser les cadences … Les conditions de travail sont si terribles à l'hôpital public qu'aujourd'hui, on compte 34 000 postes vacants, contre 7 500 en juin 2020 !

Il est incontestable que si on en est là maintenant, c'est à cause de la politique des différents gouvernements aux services des capitalistes qui se sont succédés. Qui ont à tour de rôle fermé et détruit les services publics.

Les infirmières de réanimation du CHU de Rouen en grève et mobilisées le 11 mai 2021

DES VACCINS OUI, DES PROFITS NON !

Pour la question des vaccins, c'est la même chose. Le fait d'avoir trouvé un vaccin contre la Covid aussi rapidement représente une avancée scientifique, mais il intéresse les gouvernements et les capitalistes seulement s'il est rentable et qu'il génère des profits. La santé n'a pas à être rentable ! Il suffit de voir quels profits se sont fait les laboratoires pour la recherche et la production de ce vaccin pour constater que ce n'est pas la santé publique qui les intéresse vraiment. C'est seulement maintenant, après plusieurs mois de mise sur le marché du vaccin, que n'importe qui peut se faire vacciner – mais toujours avec de fortes discriminations et dans le chaos, chacun doit se débrouiller pour trouver une dose.

Assez de cette dictature du profit sur nos vies ! Luttons pour le socialisme !

> Fin des brevets et la réquisition des vaccins, des moyens suffisants pour une vraie campagne vaccinale coordonnée par la Sécurité sociale

> Mise en propriété publique des laboratoires, sans compensation ni rachat pour les gros actionnaires, une recherche scientifique universitaire 100 % publique

> Des embauches, hausse des salaires et amélioration des conditions de travail dans la santé

> Nationalisation, sous le contrôle démocratique des travailleurs, de l'ensemble du secteur de la Santé (y compris cliniques, Ehpad…) dans un monopole de service publique avec des moyens à la hauteur des besoins, définis collectivement par les soignants et les usagers

UNE JEUNESSE TOUJOURS PLUS MÉPRISÉE

ELEMIAH

Un an après le premier confinement, dans l'Éducation, c'est toujours chaotique. Pour ce qui est des conditions d'études, on est toujours en distanciel complet pour la fac, moitié pour les lycéens chanceux. Car l'Éducation nationale n'a pas embauché de nouveaux personnels pour assurer des cours en demi-groupes ou la tenue des TD en présentiel, pendant que les lycéens du privé ont souvent eu tous leurs cours, ce qui est devenu un argument dans les lettres de motiv' pour ParcourSup !

La politique menée consciemment par le gouvernement creuse encore l'écart entre les élèves, c'est inadmissible ! Aucun moyen pour aider les établissements à mettre en œuvre les protocoles sanitaires. Les dirigeants sont complètement déconnectés de la réalité et ne peuvent pas répondre à nos attentes s'ils refusent de nous entendre. Les blocus qui ont lieu dans les lycées, les protestations des profs et des parents d'élèves sont des preuves que l'organisation actuelle de l'éducation ne convient pas aux besoins de la population.

Le 19 mai, les élèves du lycée Flora Tristan (Noisy-le-Grand, 93) en manif et en lutte contre Blanquer, les épreuves du Bac et les conditions d'études intolérables !

Pour les exams, certains, notamment les BTS, estiment qu'ils ont été mal préparés au cours de l'année. Ils ont fait un collectif (BTS en détresse) qui réunit 1 700 concernés, et réclament la notation en contrôle continu intégral, ce que le gouvernement refuse parce que « ça baisserait la valeur du diplôme ». Mais c'est la qualité de l'enseignement qui compte, pas la pseudo valeur du diplôme ! Ce refus d'accéder aux demandes d'étudiants organisés, qui se sont réunis pour décider ensemble de ce qui était le mieux pour eux et leur avenir affiche clairement le mépris du gouvernement envers les jeunes. Nous exigeons la suppression des épreuves de bac, et supérieur pour 2021.

Nous serons éternellement reconnaissants envers Macron d'avoir créé le « chèque psy » (3 séances de 45 min en cas de « coup de blues ») en réponse à la détresse étudiante. Pour la ville de Rouen, 5 psy acceptent ces chèques… pour 35 000 étudiants. Avec ça tout ira mieux ! Tout comme les repas au restaurant universitaire à 1 €, mesure qui devrait être permanente. On ne veut pas de fausse charité, ni un pansement sur une plaie béante, on veut un système éducatif qui nous enseigne réellement, et des conditions de vie propices à cela !

On ne se laissera pas gâcher notre avenir, les seuls qui peuvent savoir ce qu'il nous faut, c'est nous : élèves, étudiants et personnels éducatifs ! Seule une organisation sociale et collective permettra d'avoir des classes de 20 élèves, des embauches suffisantes, plus de bourses et de logements pour les étudiants. Battons nous et organisons nous dès maintenant, luttons pour le socialisme !

LES TRAVAUX DE NOTRE CONGRÈS CONTINUENT

CÉCILE RIMBOUD

La Gauche révolutionnaire, pendant les confinements et couvre-feux, n'a pas cessé de travailler. Évidemment, notre Congrès national, prévu début avril, n'a pas pu se tenir dans les conditions idéales, c'est-à-dire en réunion physique, avec autant de militant-es que possible. Mais nos débats de Congrès sont trop importants pour être repoussés.

Le Covid-19, et la crise économique qu'il a déclenchée, ont servi de « grand accélérateur » à une situation mondiale qui était déjà hyper tendue. Les tendances révolutionnaires et contre-révolutionnaires déjà présentes sont exacerbées et accélérées. Cela se voit déjà dans les mouvements de masses et tensions qui secouent le monde (voir pp 10 et 11). En France, la crise a déjà fait exploser le chômage et la pauvreté, mis les travailleurs et les jeunes sous une pression incroyable. Mais des explosions de colère sont aussi à l'ordre du jour dans notre pays.

Quelles sont les perspectives, quels mots d'ordre défendre et comment préparer notre organisation et nos militant-es ? Comment remettre le socialisme démocratique et la nécessité d'une révolution de masse à l'ordre du jour ? Voilà autant de débats cruciaux que nous nous devons d'avoir, avec tous les membres de la Gauche Révolutionnaire. De plus, le Congrès est une instance démocratique incontournable, notamment car c'est lors du Congrès que les militant-es élisent la direction (le Comité National). Voilà pourquoi il n'était pas question de repousser encore notre Congrès.

Ainsi, s'adaptant à la situation de confinement, le Comité National de la GR a proposé de faire le Congrès en deux parties. Le 3 avril, nous avons ainsi fait la première partie de notre Congrès via Zoom, avec la participation des camarades des sections et des villes, ainsi qu'une représentante du Secrétariat International du Comité pour une Internationale Ouvrière, notre organisation mondiale. Nous avons discuté de la situation mondiale, de notre programme face à la crise sanitaire, des élections régionales et départementales et nos candidatures (voir p. 4), ainsi que du recrutement à la GR. Nous avons également fait la première partie d'un appel financier qui a récolté plus de 1 700 € ! la seconde partie de notre Congrès aura lieu, nous l'espérons, intégralement en réunion physique, en juin. D'ici-là, les travaux vont continuer, dans le Comité National et les sections, pour approfondir nos analyses, nos perspectives et les objectifs pour la construction de notre organisation.

Les thèses issues des discussions de notre 9ème Congrès seront publiées en juillet. N'hésitez pas alors à vous en procurer un exemplaire auprès des militant-es ou sur notre site internet. Et surtout, venez en discuter avec nous et si vous êtes d'accord avec nos idées, rejoignez-nous pour construire ensemble la Gauche Révolutionnaire.

Les camarades de Normandie, de l'Ile-de-France et de la Drôme étaient en assemblée générale de congrès le 3 avril, par visio-conférence.

PRÉSIDENTIELLE 2022 : UNE CAMPAGNE CENTRALE POUR RENFORCER LE CAMP DES TRAVAILLEURS ET DES JEUNES !

LEÏLA MESSAOUDI

L'absence d'une force politique de masse, d'un parti qui nous représente et nous permette de s'organiser politiquement se fait cruellement sentir. À l'approche de la présidentielle de 2022, nous voulons une campagne de masse, unifiant nos revendications autour d'un programme et d'une candidature combatifs, permettant de redonner confiance dans les forces des travailleurs et des jeunes. Elle s'articulerait autour des comités de soutien partout, regroupant toutes celles et ceux qui veulent résister et s'organiser, ainsi que toutes les forces politiques ou groupes qui le souhaitent (Insoumis, PCF, NPA...).

ÊTRE À LA HAUTEUR DE CES ENJEUX

Depuis 4 ans, la France insoumise a rempli une partie de l'espace politique à gauche, mais de manière très incomplète. Faute d'un programme de classe et d'une structuration, les insoumis et les sympathisants n'ont pas eu d'outil de lutte à rejoindre et construire. Elle a proposé la candidature de Mélenchon pour 2022, le mieux placé après les 7 millions de voix recueillies en 2017 et l'attitude ferme des députés FI depuis 4 ans sur un certain nombre de questions face à Macron et ses gouvernements. Nous soutenons cette candidature pour cela.

Toute la gauche, à gauche du PS et d'EELV, qui veut lutter contre Macron, se positionne.

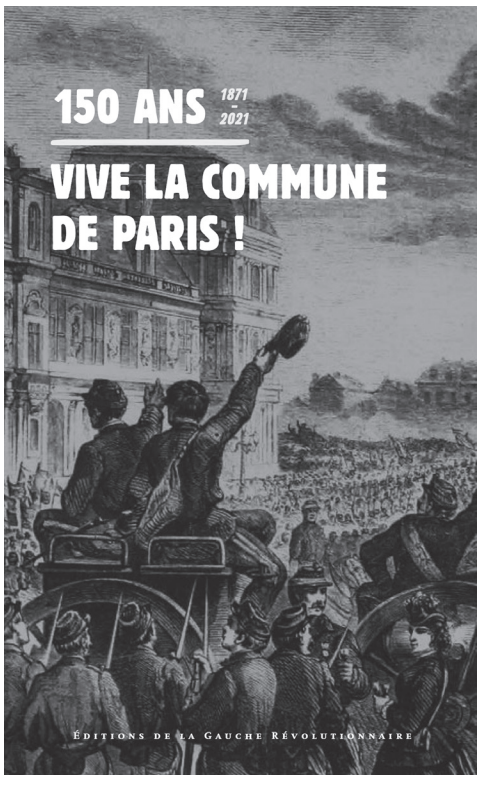
La majorité des militants du PCF qui se sont exprimés ont fait le choix d'une candidature autonome de Fabien Roussel. Les échecs des mouvements sociaux pour contrecarrer Hollande puis Macron, la désindustrialisation et les plans de licenciements ont réveillé parmi les militants communistes l'envie d'une candidature clairement de leur parti. De notre point de vue, il aurait été plus juste de faire une campagne du PCF pour Mélenchon et de faire s'additionner les voix des sympathisants et militants communistes à celles des insoumis et des soutiens de Mélenchon. Cette décision traduit plus une confusion politique qu'une combativité retrouvée dans le PC.

Sur le fond surtout, la candidature Roussel est-elle vraiment plus claire politiquement ? Le « label » communiste, historiquement, a une tonalité ouvrière et radicale. Malheureusement la candidature Roussel n'est pas une candidature de rupture politique franche avec le PS. Bien au contraire. Elle valide la politique d'alliances si nombreuses aux régionales, aux départementales ou aux municipales avec le parti d'Olivier Faure et d'Hidalgo, avec EELV et le rôle de béquille du PCF pour le PS.

À gauche, nous ne devons donner aucune confiance à des partis comme le PS et son allié EELV qui font l'austérité quand ils dirigent et valident une politique pour les capitalistes, contre les intérêts de la majorité de la population. Ce qui est en jeu, c'est que puisse s'exprimer clairement un programme anticapitaliste, de classe et une politique indépendante des travailleurs et des jeunes face à Macron et Le Pen.

VIVE LA COMMUNE DE PARIS !

Cette année nous fêtons les 150 ans de la Commune de Paris, ce qui a été pour la Gauche Révolutionnaire l'occasion de mettre en lumière cette révolution historique. Si vous avez lu le précédent numéro de l'Égalité (le 204 pour ceux qui suivent) vous avez dû lire notre dossier central qui revenait sur les événements marquant de ces semaines en mars-mai 1871, ainsi que les leçons que nous en tirons. Mais si vous avez manqué ce dossier passionnant, vous pouvez toujours vous procurer notre nouvelle brochure qui est sortie spécialement pour cet anniversaire (avec un article inédit), sur notre site ou auprès de nos militants ! N'hésitez pas à aller découvrir notre site, où l'on peut trouver le reste de notre matériel. Nous avons également des badges et une affiche sur le thème de la Commune, si vous voulez fièrement soutenir les Communardes et les Communards, qui ont été les premiers à mettre en place l'ébauche d'une société socialiste. Pendant 72 jours, ils avaient pris le pouvoir des mains de la bourgeoisie, et ils ont mis en place des lois économiques et sociales bénéfiques à l'ensemble des travailleurs. C'est comme ça que les ouvriers ont pu échanger, élire des représentants révocables qui défendaient leurs intérêts, œuvrer pour le bien de tous et non plus pour un profit qui va dans les poches des patrons. Nous saluons cette tentative de prise du pouvoir, et c'est pour cela que nous leur rendons hommage en transmettant leur héritage. Hier contre Thiers, aujourd'hui contre Macron, la lutte continue ! Soutiens la Gauche Révolutionnaire !



JE SOUHAITE M'ABONNER À L'ÉGALITÉ

- ☐ ABONNEMENT FRANCE, 1 AN .....10 €
- ☐ ABONNEMENT FRANCE, 1 AN (SOUTIEN) .....20 €
- ☐ ABONNEMENT INTERNATIONAL, 1 AN .....30 €

JE SOUHAITE PRENDRE CONTACT

- ☐ RECEVOIR LA LETTRE D'NFOS
- ☐ RENCONTRER UNE MILITANTE OU UN MILITANT
- ☐ REJOINDRE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

JE SOUHAITE SOUTENIR LA G.R.

- ☐ _____€ PAR CHÈQUE > À L'ORDRE DE VJE
- ☐ _____€ PAR VIREMENT > SUR LE COMPTE BRED
  N° FR76 1010 7003 7000 2327 0076 061

OU SUR : **WWW.GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR**

Coupon à retourner à :
Les amis de l'Égalité,
82, rue Jeanne d'Arc,
Centre 166, 76000 Rouen

ou par mail à :
grcontact@hotmail.com

NOM / PRÉNOM: _____
ADRESSE POSTALE : _____
ADRESSE MAIL : _____
TÉLÉPHONE : _____

Pour vous procurer notre matriel, visitez notre boutique en ligne

WWW.GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR

VICTOIRE DE LA DROITE À MADRID : UN AVERTISSEMENT POUR TOUS !

LEÏLA MESSAOUDI

Incarnée par Isabel Diaz Ayuso, la droite réactionnaire du PP a doublé son score par rapport aux élections de mai 2019, avec 65 sièges sur 136 au parlement régional. Vox, mouvement de droite réactionnaire et populiste, a accru ses voix.

Du côté de la gauche, le dirigeant de Podemos, Pablo Iglesias s'est lancé dans la campagne, lâchant ses mandats auprès du gouvernement PSOE que Podemos avait rejoint. Ayuso a qualifié l'enjeu de l'élection de « communisme contre liberté ». La campagne a connu une polarisation extrême. Les locaux de Podemos ont été attaqués par des groupes fascisants et Iglesias a reçu des menaces de mort.

UNE « GAUCHE GOUVERNEMENTALE » IMPOTENTE

Depuis le début de la pandémie, Ayuso à la tête de la région a adopté une ligne en soutien aux capitalistes et aux commerçants.

Dans le même temps, elle a confiné strictement les quartiers populaires les plus pauvres de Madrid ciblés comme les responsables de la crise !

Les ministres de Podemos ne se sont pas exprimés contre ces méthodes. De la même manière, aucune force politique, ni les syndicats n'ont appelé à la mobilisation pour contester ces politiques.

Les travailleurs-ses et les classes populaires ont été isolés, dans la crise Covid, sans perspective commune à défendre face à ces politiques anti-ouvrières. Une partie s'est abstenue, d'autres se sont tournés vers un vote populiste ou l'extrême droite.

Les résultats de Podemos ont augmenté de 280 667 (8,88 % en 2019) à 330 000 (9,13 % en mai), passant de 7 à 10 députés régionaux. Ces résultats montrent la volonté de résister parmi les jeunes et les travailleur-ses. Un potentiel pour construire une force déterminée face à la droite et l'extrême droite. Mais l'entrée au gouvernement PSOE de Podemos a été une sévère erreur, qu'Iglesias poursuit avec son annonce par la presse de quitter la vie politique, laissant les militants et sympathisants démunis.

Maintenir dans une période extrêmement tendue l'existence d'un programme d'indépendance de classe, que le PSOE ne représente plus depuis bien longtemps, est une tâche centrale.

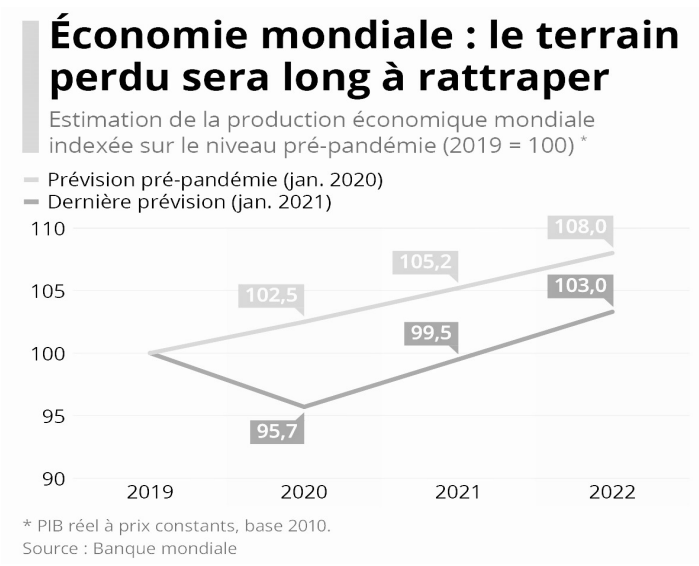
L'exemple en Espagne est sans appel. À ne pas reproduire, en mettant toutes nos forces dans la bataille pour la construction d'un authentique parti de masse des travailleurs pour le socialisme face au capitalisme.

ÉCONOMIE MONDIALE VERS DE NOUVELLES CRISES ET EXPLOSIONS

MATTHIAS

L'économie mondiale s'est contractée de 3,5 % en 2020. La dette publique mondiale dépassera les 66 000 milliards de dollars en 2021. Il y a une possibilité que cela emmène vers une crise financière et surtout vers de nouvelles coupes dans les budgets publics pour rembourser cette dette. Les guerres commerciales et douanières qui se sont développées au cours de l'année 2020 se poursuivent et pourraient s'intensifier, notamment entre la Chine et les USA pouvant rendre instable toute reprise.

La Chine, sortie grande gagnante de la crise Covid, a repris plus tôt que les autres mais il est difficile de se fier aux chiffres officiels. La tendance à la baisse régulière de sa forte croissance devrait se poursuivre. Les États-Unis ont également une bonne reprise mais elle s'accompagne d'une forte inflation des prix de plus de 4 %. Si cela se poursuit, cela pourrait refaire monter les taux d'intérêts du crédit et arrêter la politique d'injection de liquidité des banques centrales. Toutes les entreprises sous perfusion pourraient faire faillite et les dettes devenir incontrôlables.



De nouveaux plans de relance sont mis en place. L'UE a décidé d'emprunter en commun 806 milliards et il faut l'accord des 27 pays. Plus de 300 milliards seront des subventions conditionnées encore à des coupes budgétaires ou des privatisations. Seulement 7 milliards sont prévus pour la Santé.

Aux États-Unis, Biden a prévu un plan de relance de 1 900 milliards de dollars, puis un programme d'investissement dans les infrastructures de 2 000 milliards de dollars et 1 800 milliards pour les « familles ». L'objectif est la reprise de la consommation mais seul un tiers sera réinjecté dans l'économie en raison des dettes accumulées par les ménages, notamment pour le logement. Cela n'a rien de révolutionnaire et son augmentation de l'impôt sur les sociétés passe de 21 à 28 % alors qu'il était de 35 % sous Obama.

Les inégalités se sont encore accrues avec la Covid. Une augmentation massive de la monopolisation de l'économie mondiale par les multinationales a eu lieu. En France, les grandes entreprises ont versé encore des milliards de dividendes alors que certaines ont enregistré des pertes. Le FMI s'inquiète à raison des risques d'explosions sociales.

Dans la plupart des pays, la création de nouveaux emplois se fera dans des conditions pires et s'accompagnera d'un chômage durable pour des millions de personnes, particulièrement pour les jeunes. La situation désespérée des jeunes chômeurs et la crise de l'Éducation constituent un cocktail explosif qui peut provoquer l'explosion de grands mouvements de jeunesse. Les travailleurs vont aussi réclamer leur dû dans toutes les entreprises qui ont fait des milliards de profits avec la crise, que ça soit dans la logistique, l'industrie pharmaceutique, le numérique…

La colère est immense et cela peut se traduire comme aux États-Unis, par une augmentation de l'opinion favorable envers les syndicats, sans forcément d'adhésion car la bureaucratie ne fait rien. La colère contre les gouvernements, incapables de gérer la crise sanitaire, mais qui font tout pour sauver les profits des grands groupes, va alimenter la contestation de masse avec les déconfinements. Les travailleurs vont chercher des réponses politiques et une alternative au capitalisme. À nous de populariser la lutte pour la révolution socialiste.

GRANDE-BRETAGNE : UN LABOUR PARTY EN CRISE PERD LES ÉLECTIONS

J. BABY

Le 6 mai ont eu lieu les élections locales partielles en Grande-Bretagne. Repoussées d'un an à cause de la crise sanitaire, elles concernaient les mandats de conseillers et maires disputés en 2016 et 2017 (4 000 sièges). Si les conservateurs ont remporté la majorité des conseils, profitant de la faible participation, c'est surtout car le vote pour les travaillistes du Labour s'est effondré.

Depuis 10 ans, les politiciens capitalistes n'ont cessé de couper le budget des services publics. Que les conservateurs se réjouissent, ou que les travaillistes prétendent agir à contre-cœur, le résultat est le même : des personnels surchargés, sous-payés et des milliers d'emplois supprimés !

Reniant le manifeste anti-austérité de Jeremy Corbyn, le Labour de Keir Starmer n'a même pas soutenu la campagne des travailleurs de la Santé pour une augmentation de 15 %.

À l'invitation du Socialist Party (SP), la Trade Unionist and Socialist Coalition (TUSC, coalition des syndicalistes et des socialistes) a décidé l'été dernier de participer aux élections pour proposer une voix ferme contre toute coupe budgétaire : dans 95 collectivités, 330 candidats ont porté le slogan « TUSC against CUTS! » : « La TUSC contre les coupes (budgétaires) ! »

La coalition a réuni 46 622 voix, dont 3 194 à la mairie de Bristol, 2 912 à la celle de Liverpool et plus de 18 000 à Londres. Ces résultats modestes marquent le retour de la TUSC.

SYNDICATS COMBATIFS

Il est essentiel de lutter pour des dirigeants syndicaux combatifs : quatre camarades du SP ont été élus au comité exécutif du Syndicat de l'Éducation Nationale (NEU) ; deux autres à celui d'Unison, un syndicat de la fonction publique.

Face à la crise du capitalisme et des partis qui le défendent, ces syndicats devraient prendre la tête d'une lutte nationale pour les salaires et s'adresser aux autres syndicats pour aller vers un parti de masse de la classe ouvrière, où toutes les questions seraient traitées démocratiquement, pour défendre les intérêts des travailleurs dans la rue comme dans les conseils municipaux.

TCHAD : INSTABILITÉ APRÈS LA MORT D'IDRISS DÉBY

MATTHIAS

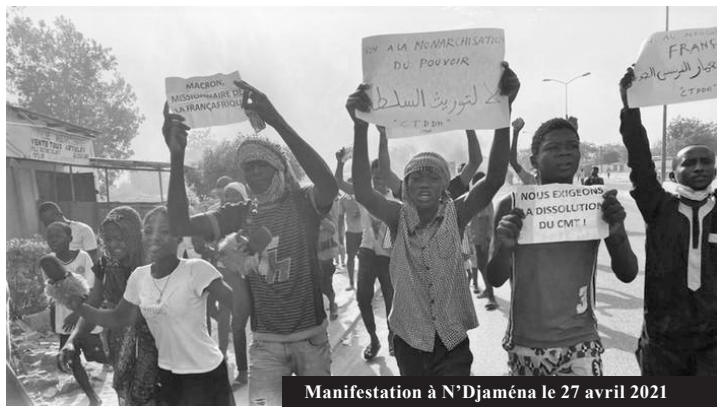
Le Tchad, depuis son indépendance en 1960, n'a connu que des dictateurs. Cela a été un enchaînement de coups d'État et de guerres civiles, avec des groupes armés soutenus par d'autres pays voisins ou voulant leur place au pouvoir. À chaque fois, l'État français est intervenu pour défendre ses intérêts. Encore récemment, il a soutenu le régime face aux islamistes de Boko Haram – comme il le fait au Nord Mali avec l'opération Barkhane (qui a son QG dans la capitale tchadienne N'Djaména).

Évidemment, il s'agit de défendre les multinationales françaises qui avaient le contrôle de l'économie tchadienne il y a encore quelques années : Vinci et Bouygues pour la construction, Total pour les hydrocarbures, la CFAO Motors pour les voitures françaises, etc. Mais aujourd'hui les Tchadiens roulent en voitures japonaises, dans la construction et le pétrole des entreprises chinoises ont raflé les marchés, le coton a été racheté par une entreprise singapourienne et l'élevage par l'État tchadien et d'autres États africains. L'impérialisme français continue pourtant à dépenser dans l'armée sur place pour maintenir une place.

L'ancien président Idriss Déby est mort le 20 avril dans des circonstances floues. Son bilan reste 31 ans au service de l'impérialisme français, pendant que la population tchadienne fait partie des plus pauvres du globe. Il aurait été victime des combats avec le Fact (Front pour l'alternance et la concorde au Tchad) qui a sa base en Libye et mène sess attaques au nord du pays. Les travailleurs et la population n'ont rien à espérer de ce genre de groupes armés qui n'apporteront pas de changement, pas plus évidemment que le conseil militaire de transition (CMT) qui a été mis en place avec les fils de Déby et ses soutiens.

VOLONTÉ DE CHANGEMENT

Des manifestations ont commencé pour refuser ce CMT qui entend continuer la politique de Déby car les travailleurs et les jeunes veulent de meilleures conditions de vie et de travail et la démocratie. Les capitalistes eux entendent bien continuer à faire leurs profits et le font sentir au CMT en ayant bloqué les opérations de la Banque Mondiale et de la Banque Africaine de Développement.



Manifestation à N'Djaména le 27 avril 2021

Le 27 avril, une dizaine de personnes ont été tuées par l'armée lors des manifestations et plus de 600 arrêtées, mais cela n'empêche pas la colère ni les manifestations de continuer.

Un front pacifique d'organisations d'opposition, le Wakit Tama, a été créé. Mais une partie d'entre elles est déjà passée au gouvernement. Si les travailleurs et les jeunes veulent un véritable changement, alors il faut qu'ils s'organisent dans un parti qui défende leurs intérêts de classe contre les exploiteurs tchadiens comme impérialistes (français, chinois ou autre). Il n'y aura pas de développement du pays sans sortie du capitalisme, en se débarrassant des vautours qui le pillent. Les travailleurs doivent prendre le pouvoir et contrôler les principaux secteurs de l'économie par l'expropriation des capitalistes et des multinationales pour satisfaire les besoins de la population de façon démocratique.

POUR UNE LUTTE DE MASSE RÉVOLUTIONNAIRE CONTRE LA TERREUR D'ÉTAT ISRAÉLIENNE

VIRGINIE PRÉGNY

Depuis 1947, la Palestine a perdu près de 90 % de son territoire historique. La colonisation par l'État d'Israël s'est poursuivie dans le sang, avec le soutien des impérialistes. Début mai, des manifestations de Palestiniens ont eu lieu, dans les territoires occupés et dans des zones palestiniennes en Israël. Les manifestants exprimaient leur colère face à la brutalité de l'occupation, le chômage, la pauvreté et l'absence de services (en particulier le manque de vaccins). Ils exprimaient aussi leur défiance face aux dirigeants politiques palestiniens. Ces manifestations ont été violemment réprimées. Le Hamas et les milices djihadistes ont répliqué en envoyant des roquettes vers Israël. Netanyahou a saisi cette occasion en répliquant par des bombardements massifs, tuant 250 personnes dont un tiers d'enfants.

Cette position de chef de guerre lui permet de faire oublier qu'il ne jouit pas d'un soutien solide à sa politique économique et sociale, et qu'il risque la prison pour corruption. Sa principale politique est d'attiser la haine et la peur de la population d'Israël contre les Palestiniens.

Le cessez-le-feu du 21 mai est précaire. Les Palestiniens sont pris au piège entre la terreur d'État israélienne et la stratégie guerrière du Hamas, qui ne peuvent que mener à la guerre civile permanente.

La seule voie vers un vrai État palestinien ne passera pas par des négociations entre les élites capitalistes, mais par des actions de masse des travailleurs et de la jeunesse. L'appel à la grève générale du 18 mai, contre la répression et la guerre, est un pas positif. Les Palestiniens doivent construire un nouveau soulèvement populaire de masse, organisé de manière démocratique. C'est un tel mouvement, une intifada socialiste révolutionnaire, qui peut recevoir le soutien des travailleurs des autres pays et combiner la lutte pour la libération du peuple palestinien et contre la véritable cause des guerres et occupation au Moyen-Orient : le capitalisme.

Les bombardements à Gaza ont détruit 20 000 foyers, 40 écoles et 4 hôpitaux

ALGÉRIE : BIENTÔT UNE NOUVELLE EXPLOSION SOCIALE ?

CÉCILE RIMBOUD

La crise liée au Covid a détruit au moins un demi-million d'emplois en Algérie. Le chômage atteint 15 % et au moins le double parmi les jeunes. La pauvreté augmente, surtout à cause de la flambée des prix, et des pénuries alimentaires de produits de base. Le salaire minimum stagne à 20 000 dinars (environ 125 euros), il devrait être de 80 000 minimum pour assurer un niveau de vie décent.

Il y a eu de nombreuses grèves de travailleurs, notamment dans le secteur public ces derniers mois (hôpital, Poste, pompiers, éducation…), pour exiger des hausses de salaire. Il est grand temps que les syndicats lancent une campagne de mobilisation des travailleurs pour les salaires et les emplois, avec des grèves et des manifestations partout.

RÉPRESSION ET CRISE POLITIQUE

Le gouvernement de Tebboune est incapable de répondre à la situation, y compris sur la crise sanitaire. La campagne de vaccination est si désorganisée que les contaminations sont en hausse. Une colère immense existe.

La répression augmente pour tenter d'étouffer la contestation. Les arrestations de manifestants se multiplient – y compris journalistes et photographes, arrêtés par centaines. Les marches étudiantes du mardi ont été interdites. Les grèves des travailleurs sont réprimées par la police, comme des centaines de pompiers arrêtés le 2 mai dont 230 ont été suspendus de la Fonction publique, avec le ministre de l'Intérieur K. Beldjoud déclarant que la mobilisation était contraire au droit de grève.

L'Algérie va connaître de nouvelles élections législatives le 12 juin – une nouvelle farce boycottée par tous les partis d'opposition. La majorité de la population ne participera pas à cette mascarade. Pourtant, les mêmes partis « d'opposition » (FFS, RCD…) continuent à appeler au « dialogue » et à « la concertation », alors que les grands capitalistes et les multinationales poursuivent le pillage des richesses du pays.

La construction d'un parti des travailleurs en Algérie reste la tâche clé. Un programme combatif pour augmenter les salaires, embaucher partout où il y a besoin, défendre les services publics, exproprier les grands patrons comme Rebrab et virer le gouvernement illégitime de Tebboune pour le remplacer par un gouvernement des travailleurs, pourra trouver grand écho.

TURQUIE : L'AKP DÉSTABILISÉ PAR LES RÉVÉLATIONS DE LA MAFIA

NAZIM

Le gouvernement d'Erdoğan, secoué par la crise économique et sanitaire, est encore plus déstabilisé depuis fin mai face aux révélations du chef mafieux Sedat Peker. Proche du pouvoir et partisan d'Erdoğan, ce mafieux turc ultranationaliste multiplie les révélations embarrassantes pour le pouvoir.

Trois hauts responsables sont visés par ses révélations : Süleyman Soylu, l'actuel ministre de l'Intérieur, Berat Albayrak, le gendre d'Erdoğan et ancien ministre des Finances de 2018 à 2020, et enfin, l'ancien ministre de l'Intérieur, Mehmet Agar, en fonction en 1996.

Ses allégations dénoncent les agissements du pouvoir, mêlés à des trafics, extorsions et assassinats ! Il raconte notamment que l'ancien ministre Agar et son fils, actuellement député AKP, auraient joué un rôle majeur dans la mort suspecte, en 2018, d'une jeune journaliste kazakhe, Yeldana Kaharman.

Le chef mafieux a également affirmé qu'à la demande du chef du groupe jeunesse de l'AKP, il a attaqué le siège du journal Hürriyet – un tournant dans la décision du patron de Hürriyet de vendre ses actifs médiatiques à un conglomérat pro-gouvernemental, Demirören.

Peker a également accusé le ministre de l'Intérieur de corruption. Ce dernier lui avait confié des informations de sécurité et des brouilleurs avant de quitter la Turquie, et l'avait même averti d'une enquête imminente le concernant.

Aujourd'hui, les partis d'opposition demandent des comptes au gouvernement secoué par ces révélations. Ce scandale n'est que la traduction de tout ce qui se passe depuis 20 ans, et de comment l'AKP corrompu repose sur un système mafieux complexe visant à protéger les firmes capitalistes et poursuivre sa répression locale et nationale.

Ce système totalement pourri au service des capitalistes et qui a pour ennemi la classe des travailleurs ne peut être renversé que par un mouvement de masse de la classe ouvrière. Les syndicats doivent appeler à la grève contre toutes ces répressions menées sur notre classe.

Il est temps de construire un parti de masse qui a défende les intérêts de la classe ouvrière et soit dirigé par celle-ci. Il est temps pour les travailleurs de toute la Turquie de renverser ce système et de continuer massivement la lutte pour le socialisme, pour une vie digne et décente !

AFRIQUE DU SUD : UN SOMMET POUR UN VÉRITABLE PARTI DE LA CLASSE OUVRIÈRE

J. BABY

Le deuxième « Sommet de la classe ouvrière » (Working Class Summit, WCS) est organisé par la Fédération des syndicats d'Afrique du Sud (SAFTU) les 12 et 13 juin 2021. Sa mission est de débattre sur comment construire un Parti ouvrier démocratique et révolutionnaire, pour conquérir le pouvoir, abolir le capitalisme et le remplacer par le socialisme.

Nos camarades du Marxist Workers Party (MWP) promeuvent ce sommet auprès de la jeunesse et des travailleurs.

L'ANC DISQUALIFIÉ

La classe ouvrière commence à réaliser que les élus de l'African National Congress (ANC) ne la représentent pas. En 2019, la moitié des électeurs ne sont pas allés voter. Les scandales de corruption s'enchaînent : cadres de l'ANC détournant l'argent des protections sanitaires, dirigeants syndicaux liés à des fonds d'investissement…

Plus de 2 millions d'emplois ont été supprimés, y compris dans des services publics comme la petite enfance. Avant la pandémie, 12 millions de personnes souffraient déjà de la faim chaque jour. La crise sanitaire aggrave la situation, mais c'est la politique du gouvernement qui plonge la population dans la misère.

UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS

La classe ouvrière doit reprendre le pouvoir aux dirigeants pro-capitalistes. Elle doit élire ses propres députés et conseillers, révocables immédiatement en cas de corruption ou s'ils ne suivent pas les décisions démocratiques. Ils ne pourront être rémunérés plus qu'une infirmière ou un enseignant, et tout surplus devra retourner au parti des travailleurs.

Ce sommet doit discuter des règles d'un tel parti, qu'il soit responsable devant la classe ouvrière. Il doit coordonner les structures régionales déjà en construction dans le pays. Le MWP appelle à mener, dès le lendemain du sommet, une campagne pour qu'au 1er mai 2022, la classe ouvrière d'Afrique du Sud ait enfin son propre parti.

LE PEUPLE SE SOULÈVE EN COLOMBIE

Depuis la grève générale du 28 avril, la Colombie connaît des manifestations de masse contre la politique du président de droite Duque. Bien qu'il ait reculé sur la loi fiscale qui avait déclenché ce mouvement, les manifs continuent car c'est toute la politique d'appauvrissement et de répression de la population et la corruption des élites qui est en question.

Ivan Duque réprime la lutte par sa police ultra-militarisée, secondée par des groupes paramilitaires d'extrême-droite. Face à la violence qui a fait plusieurs dizaines de morts, le mouvement et son comité national de grève, rassemblant étudiants, syndicalistes et organisations citoyennes et communautaires indigènes, peine à se structurer comme une force d'opposition au système. Il faut construire la grève générale pour dégager Ivan Duque et son gouvernement !

• YANN VENIER •

CHILI : DÉFAITE DE LA CASTE POLITIQUE

Pendant 30 ans, la droite et les partis de la concertation (une coalition des partis « socialiste », chrétien-démocrate, et « pour la démocratie ») ont géré le capitalisme néolibéral né avec la dictature de Pinochet. Les élections des 15-16 mai 2021 au Chili ont porté un coup à ces partis, montrant une continuité avec le soulèvement commencé en octobre 2019. Des millions de personnes ont revendiqué des droits sociaux et démocratiques face aux inégalités, bas salaires et retraites misérables qui sont leur quotidien.

La droite avait essayé de dévier ces revendications et de canaliser ce mouvement, qui avait totalement échappé à leur contrôle, dans le processus d'une nouvelle constitution. Malgré la forte abstention, les élections ont traduit la colère. Mais la mobilisation sociale reprendra pour peser sur les débats sur la constitution.

• PEM •

L'ÉGALITÉ

1 € / 2 € en soutien
Abonnement annuel 15 / 20 €
N° 205 / ÉTÉ 2021
GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

CONTRE LE RACISME, LE SEXISME, ET LES DISCRIMINATIONS, CONTRE LE CAPITALISME !

Notre société est suffisamment développée pour assurer à chacun et chacune la satisfaction de ses besoins essentiels. Du moins c'est ce qu'il serait possible de faire. Mais jamais l'écart entre les riches et les pauvres n'a été si grand. Révélatrice, une crise comme celle qui entoure la pandémie de Covid-19 agrandit encore ce fossé. Les 2 189 milliardaires ont vu leur fortune augmenter de 25 % cette année, à 10 200 milliards de dollars, tandis que 40 millions de personnes de plus ont basculé dans l'extrême pauvreté (ayant moins de 1,90 dollars par jour) soit un total de 729 millions de personnes.

Car pour que les ultra-riches capitalistes s'enrichissent, il faut qu'ils récupèrent ces richesses en exploitant les travailleurs et pillant les poches des gens ordinaires. La violence de ce système est de priver d'une vie décente des millions de personnes.

C'est cela le vrai « séparatisme », contrairement à ce que disent les journalistes et politiciens qui passent leur temps à déverser diffamations et insultes contre les musulmans, les « étrangers », les Noirs, les Roms…

Pour détruire les racines du racisme, il faut renverser tout le système capitaliste.

ANGELA DAVIS

LES DISCRIMINATIONS, UNE ARME POUR ÉTOUFFER LA CONTESTATION

Car pour pouvoir faire tenir un système aussi inégalitaire en exploitant au maximum les travailleur-se-s, il faut de nombreuses armes pour la classe dirigeante. Le racisme est ainsi largement utilisé.

D'une part, il s'agit d'écraser toute une partie de la jeunesse et des travailleurs par des discriminations, des intimidations policières, afin qu'ils osent moins lutter. D'autant plus que les travailleurs immigrés occupent des emplois souvent mal payés et en même temps indispensables (dans l'industrie, les services…). D'autre part, la classe dirigeante favorise au maximum une culture raciste, pour diviser les travailleurs et la population.

Le sexisme a un rôle similaire, notamment en plaçant les femmes dans une situation d'infériorité sociale (moins bons salaires, absence de services publics pour permettre les gardes d'enfants ou de parents âgés). La classe dirigeante, la bourgeoisie, favorise aussi une culture qui implique que la femme soit : ou seulement une « mère », ou seulement un objet sexuel. Là encore, il s'agit d'intimider les travailleuses pour qu'elles ne s'impliquent pas dans la lutte collective contre leur (sur)exploitation.

BESOIN DE COMBATTANT-ES !

Ceux qui prétendent que les problèmes sont dus à une catégorie de travailleurs ou à une autre ne font que le jeu des ultra-riches, qui pendant ce temps-là se gavent de milliards sur notre dos à toutes et tous. On ne se débarrassera pas du sexisme, du racisme et des autres discriminations en restant dans cette société capitaliste qui est fondamentalement inégalitaire et injuste. Et on ne changera pas cette société si les travailleurs, les jeunes… ne sont pas unis. Cela demande de combattre certains préjugés et comportements mais sans se tromper de cible, sans en faire à notre tour un élément de division. Beaucoup n'ont pas accès à une culture ou à une éducation qui permette de comprendre le caractère insultant des discriminations. Et si toutes et tous avaient un emploi et un logement décent, de vrais services publics gratuits, des crèches, des services d'accueil et de protection juridique pour les victimes de violences et de discriminations, alors il n'y aurait plus de place pour la justification du sexisme et du racisme par les capitalistes et leurs institutions.

C'est dans la lutte commune que cela peut changer, et par la compréhension que c'est toutes et tous ensemble que non seulement nous pouvons renverser le capitalisme et construire une société égalitaire et tolérante, le socialisme, mais aussi que nous le devons.

Toutes et tous, quelles que soient les cultures, la couleur, les origines, doivent prendre une place dirigeante dans le mouvement de masse pour l'égalité entre toutes et tous ! C'est cela que nous défendons, rejoins-nous pour lutter !

• *VENEZ LUTTER AVEC NOUS :*
• Contre le racisme, le sexisme et toutes les discriminations (sur l'origine, l'orientation sexuelle, la religion…) !
• Pour l'égalité réelle : égalité des droits, mais aussi un emploi avec un salaire décent pour toutes et tous, un logement, des services publics de qualité et gratuits !
• Pour en finir avec les discriminations : contre le capitalisme, luttons pour le socialisme !

STOP À LA DISCRIMINATION DES PERSONNES HANDICAPÉES !

En France, l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) est calculée selon les revenus du conjoint : si le conjoint travaille, l'allocation baisse. Cela enfonce les personnes handicapées dans la pauvreté et la dépendance de leur conjoint, qui peut conduire l'argent à être une source de pression et de chantage en cas de violences conjugales (l'Agence des droits fondamentaux de l'UE estimait en 2014 à 34 % la proportion de femmes handicapées ayant subi des violences de la part de leur partenaire, contre 19 % pour les femmes valides). Suite à une pétition, le Sénat a voté pour l'individualisation du calcul de l'AAH, cependant il faut encore que cette proposition de loi passe à nouveau devant l'Assemblée Nationale, où elle avait d'abord été adoptée. Une nouvelle pétition a été lancée sur la plateforme de pétitions citoyennes de l'Assemblée Nationale, et est encore loin de son but des 100 000 signatures.

La Gauche Révolutionnaire lutte contre toutes discriminations. Tout le monde doit pouvoir répondre à ses besoins, les discriminations contre les personnes handicapées sont inacceptables !

• JOPHIEL BARCELO •

POUR UNE SOCIÉTÉ TOLÉRANTE :

Chacun-e doit pouvoir s'habiller comme il ou elle le souhaite. Nous rejetons les attaques incessantes contre des femmes qui portent soit des jupes trop courtes soit des foulards, surtout quand ces attaques sont faites au nom d'une fausse libération des femmes.

Nous rejetons également toutes les discriminations et violences que subissent les personnes du fait de leur genre, de leur sexualité. L'homophobie, les discriminations contre les personnes qui se sentent LGBT+ doivent être combattues !

Si vous êtes d'accord avec nos revendications et analyses,

rejoignez-nous pour construire la Gauche Révolutionnaire

CONTACTEZ-NOUS : 07. 81.32.75.89
contact@gaucherevolutionnaire.fr

NOS RÉSEAUX SOCIAUX : Page Fb, Twitter, Insta ou YouTube : Gauche Révolutionnaire

ÉCRIVEZ-NOUS : Les Amis de L'Égalité, 82 rue Jeanne d'Arc, centre 166, 76000 Rouen

www.gaucherevolutionnaire.fr